Frappes médiatiques au Liban

Article du journal Le Plan B d'octobre – novembre 2006 sur les relais sionistes dans les médias français et sur le traitement de la débâcle israélienne au Liban.

Légende : « *Souris mon fils sinon on pourrait t'accuser d'antisémitisme* » .

Quand une guerre éclate entre une puce et un éléphant – ou entre un allié des États-Unis doté d'une aviation moderne et un allié de la Syrie et de l'Iran qui recourt à la guérilla –, les alliés médiatiques de l'éléphant connaissent la musique. Il leur faut, d'une part, humaniser le pachyderme, faire oublier le troupeau qui l'entoure. Et, d'autre part, diaboliser le plus faible, forcément plus fourbe, en particulier s'il est arabe.

Humaniser l'armée israélienne ? Rien de plus facile ; il suffira d'évoquer sans relâche le nom du moindre soldat prisonnier : qui ne connaît celui du caporal Gilad Shalit, « dix-neuf ans », enlevé par le Hamas le 25 juin dernier ? Et qui n'a pas entendu s'exprimer cent fois l'angoisse de sa famille ? En revanche, qui peut réciter le nom d'un seul des huit civils assassinés sur une plage de Gaza par un bateau de guerre israélien, ou celui d'un seul des centaines de Palestiniens – ministres et députés compris – enlevés par l'armée de Tel-Aviv ?

Israël « frappe », le Hezbollah « bombarde »

Vous voulez dire par Tsahal ? Justement, parlons-en ! En avril 2002, un auditeur de France Inter, « Frédéric », avait interrogé les journalistes de la station sur leur utilisation, qu'il jugeait partisane, de ce nom de « Tsahal ». Bertrand Vannier, directeur de l'information, avait expliqué : «

Tsahal, c'est un acronyme. Cela veut dire "Tsiva Hagana Lei Israël", l'armée de défense d'Israël. J'ai demandé aux journalistes de la rédaction de France Inter de ne plus prononcer le mot de "Tsahal", car il y a risque de confusion à partir du moment où les Israéliens en ont fait une sorte de surnom, diminutif affectueux . » En juillet-août 2006, ce « diminutif affectueux » fut employé plusieurs fois par jour – et même par heure – sur France Inter pour évoquer une « armée de défense d'Israël » qui défendait Israël en envahissant le Liban. Le jour où le Hezbollah baptisera son armée « Mon chéri », l'appellation sera-t-elle aussi couramment reprise par France Inter ?

En temps de guerre, les mots tuent. Bernard-Henri Lévy le sait tellement bien qu'il s'offusqua, dans Le Monde naturellement, de l'emploi du mot « roquette » pour parler des projectiles tirés contre l'État hébreu. « *Pourquoi ne pas dire "obus" ? ou "missile" ? Pourquoi ne pas rendre, en utilisant le juste mot, toute sa dimension de violence barbare à cette guerre voulue par les iranosaures du Hezbollah et par eux seuls ?* »(1) Quelques jours avant que Le Monde publie l'interminable tartine béachélienne (deux pages !), la mort de dizaines de civils libanais et palestiniens avait pourtant inspiré au quotidien vespéral un titre qui n'avait pas indigné le philosophe préféré de « Tsahal » : « *Les frappes israéliennes se multiplient sur le Liban, le Hezbollah bombarde Tibériade* » (lemonde.fr, 15.7.06). Et pourquoi pas la formulation inverse, avec le Hezbollah qui « frappe » et les Israéliens qui « bombardent » ?

Le Plan B connaît la réponse. Pendant la guerre du Kosovo, les sondages – trafiqués, comme toujours – employaient plus volontiers le terme de « frappes » occidentales que celui de « bombardements » ou d'« intervention » de l'Otan. L'une de ces enquêtes, réalisée les 26 et 27 mars 1999 par l'institut CSA pour Le Parisien, avait révélé qu'une majorité relative de Français (46%, contre 40%) désapprouvait les « *bombardements*

aériens des forces de l'Otan contre la Serbie ». Le « problème » était corrigé dès le lendemain : une nouvelle enquête d'opinion (Ipsos-Le Journal du dimanche) pouvait proclamer triomphalement qu'une majorité absolue de Français (57%, contre 30%) approuvait « l'intervention militaire de l'Otan en Yougoslavie ». Un sondeur expliqua ce renversement : « *"Bombardement" donne un poids de chair et de sang à la question qui est posée. "Frappe", c'est plus chirurgical et aseptisé que "bombardement"* » (2).

On résume : de temps en temps, un membre de Tsahal, le jeune et sympathique Gilad par exemple, « frappe » avec ses camarades. De braves garçons tout juste un peu rugueux, mais c'est de leur âge.

Une « joyeuse bousculade »

Titré « Irresponsabilités », un lumineux éditorial du Monde (ils le sont tous) analysa dès le 16 juillet 2006 : « *La crise de Gaza a conduit à celle du Liban, qui, elle-même, n'a été possible que parce que la Syrie et l'Iran ne sont pas opposés au coup de force de leur protégé libanais, le Hezbollah.* » Relisons ce résumé : à aucun moment Israël n'est mis en cause. « La crise de Gaza », c'est pourtant dix Palestiniens tués par jour. Et quand BHL pleure sur « ces photos de quinze jeunes gens, parfois des enfants, qui sont morts… », à qui pense-t-il ? Eh oui, à ceux « *qui sont morts sous le feu des artificiers palestiniens* » (3) ! Les artificiers israéliens en revanche sont sympathiques et humanistes. « *Le chef de guerre, roucoule Bernard-Henri, s'appelle Ephraïm Sneh. Il a ce physique de père tranquille, à la fois cordial et bourru.* » Quant aux soldats d'Ephraïm, BHL admire « *leurs moqueries de gamins* », « *l'allure décontractée ensuite, j'allais dire débraillée et même désœuvrée, d'une petite troupe qui me rappelle irrésistiblement la joyeuse bousculade des bataillons de jeunes républicains décrits, une fois encore, par Malraux* » (4). Vite, un nouveau film !

« *Oui mais c'est le Hezbollah qui a commencé !* » Une ânerie journalistique se consommant toujours en boucle, procédons à la revue (partielle) des troupes et des troupiers. Jean Daniel : « *Les premières réactions d'Israël contre les agressions du Hezbollah relevaient de l'autodéfense* » (Le Nouvel Observateur, 20 juillet). Philippe Val approuve Daniel : « *Mets-toi deux minutes à la place des Israéliens : ils se sont retirés du Liban contre la paix. Ils ont eu des roquettes. Ils se sont retirés de Gaza contre la paix. Ils ont eu des roquettes…* » (Charlie Hebdo, 26 juillet). Colombani s'inspire de Val : « *La crise n'a de précédent que dans celle des missiles soviétiques installés à Cuba en 1962 : en laissant l'Iran et la Syrie installer, via le Hezbollah, de douze mille à dix-sept mille missiles, le Liban a placé Israël à la portée de l'Iran* » (Le Monde, 1er août). Attali plagie Colombani : « *En mars 1936, face à la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler, Halifax puis Blum ont laissé faire, et nous avons eu la guerre. En octobre 1962, face à l'arrivée de fusées soviétiques à Cuba, les frères Kennedy n'ont pas laissé faire, et nous avons eu la paix* » (L'Express, 3 août).

Au vu de ce qui précède, on comprend qu'interpellé le 11 août par un lecteur du New York Times – « *Pourquoi n'écrivez-vous votre histoire que du point de vue des Israéliens ?* » – BHL ait aussitôt répliqué : « *Parce que seul l'autre point de vue est considéré et je n'aime pas le conformisme, et encore moins l'injustice.* » Dina Sorek, ministre-conseiller à l'information auprès de l'ambassade d'Israël à Paris, qui n'aime pas non plus le conformisme, spamma à ses milliers de correspondants les textes de BHL et de son chouchou Philippe Val.

Au demeurant, des penseurs-chansonniers-humoristes aussi subtils allaient-ils s'encombrer du rappel des dix-huit années d'occupation du Liban par Israël, des milliers de détenus – certes arabes – non encore libérés ? Eux que la fourniture d'armes iraniennes au Hezbollah incommodait tant, allaient-ils s'offusquer des livraisons de missiles américains, y compris à

longue portée, y compris à tête nucléaire, à l'État hébreu ? Devaient-ils vraiment se souvenir que la veille du jour où le soldat Gilad Shalit fut capturé, les forces « d'autodéfense » israéliennes avaient kidnappé deux civils de Gaza – bien qu'il s'agisse d'Arabes, Le Plan B dévoile leur nom –, Osama et Mustafa Muamar ? Évidemment non.

« Fiefs du Hezbollah »

Il faut dire qu'Israël ne bombardait pas des villages chiites libanais, des villes comme Tyr, Saada, Baalbek, Beyrouth, mais frappait des « fiefs du Hezbollah ». Claude Angéli, qui nota ce langage « politiquement correct » de « certains confrères » (5), omit de désigner les coupables. Le Plan B les a aussitôt démasqués dans sa banque de données obèse. Palme d'or à Libération, qui, le 22 juillet, annonce : « *Vendredi, les chasseurs bombardiers israéliens ont pilonné Baalbek, fief du Hezbollah* ». Puis récidive le 9 août : « *Raids sur la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah.* » Ex-æquo, Le Monde du 26 juillet : « *Israël s'empare de Bint Jbeil [une ville, pas un hameau], fief du Hezbollah au Liban sud* ». Même chose le 4 août : « *L'aviation a bombardé la banlieue de Beyrouth, fief du Hezbollah chiite* ».

Une guerre comporte toujours ses moments de détente. Le géographe Philippe Val nous les offrit dans son nouvel éditorial antiarabe « *Garçon, un demi et un atlas !* » : « *Si l'on regarde une carte du monde, en allant vers l'est : au-delà des frontières de l'Europe, c'est-à-dire de la Grèce, le monde démocratique s'arrête. On en trouve juste un petit confetti avancé au Moyen-Orient : c'est l'État d'Israël. Après, plus rien, jusqu'au Japon. […] Entre Tel-Aviv et Tokyo règnent des pouvoirs arbitraires dont la seule manière de se maintenir est d'entretenir, chez des populations illettrées à 80%, une haine farouche de l'Occident, en tant qu'il est constitué de démocraties* » (6). Mais selon le Rapport des Nations unies sur le développement humain de 2003, seuls trois pays au monde avaient alors un taux d'illettrisme supérieur à

80%. Et aucun d'entre eux n'était situé entre Tel-Aviv et Tokyo, puisqu'il s'agissait du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Ailleurs, entre Tel-Aviv et Tokyo, le taux d'illettrisme était de 23% en Iran, de 9% en Chine, de 7% aux Philippines. Et… de 13% au Liban.

Mais c'était avant que les écoles y soient (à nouveau) « frappées » par les amis lettrés de Philippe Val et de Charlie Hebdo.

****
***

LE CASSE-PIEDS DU TELEPHONE ET L'AMATEUR DE VINAIGRETTE

****
***

Jeudi 3 août, vers 13 h 15, Claude Lanzmann a pensé tristement à feu Jean-François Revel. Lanzmann venait de publier une nouvelle ode affectueuse aux tankistes de l'armée israélienne. Il escomptait ainsi ne pas être distancé par BHL sur ce créneau qu'il juge lui appartenir en propre depuis la sortie en 1994 de son péplum d'amour sur Tsahal (7). Or, jusqu'au trépas de Revel, il y a quelques mois, sitôt que Lanzmann se débarrassait d'un de ses textes dans les pages du Monde (son vide-poche préféré), il appelait Revel pour en être complimenté…

Ce 3 août, Claude Lanzmann – d'une fatuité telle qu'elle excède parfois celle de Jean Daniel (!) – était plus fier de lui encore que d'habitude. Même s'il n'injuriait pas cette fois les pacifistes israéliens (des « *fripouilles sans foi ni loi* », avait-il estimé quelques semaines plus tôt [8]), son texte n'en demeurait pas moins un bijou lanzmannien. Il chantait la douce armée israélienne. Le prix qu'elle « *attache à la vie de ses hommes* ». Sa politesse envers les Libanais : « *Israël avait averti, par tracts et par radio, la population d'avoir à quitter les lieux.* » Toute cette « population », qui disposait assurément de jets privés et de résidences

secondaires, n’avait qu’à s’envoler à destination d’un ryad aussi voluptueux que celui de BHL à Marrakech. Pour y attendre la fin de la guerre en dégustant des olives.

Lanzmann, en transe, ne cessait de relire à voix haute (devant un miroir) le début de son article. Il avait en effet réussi à juxtaposer à intervalles très rapprochés les mots de « clameur », « rues arabes », « voracité » et « hypocrite ». Mais, jurait-il, la vertu l’emporterait : en dépit des Arabes hypocrites qui avaient profité des accords d’Oslo pour « s’armer jusqu’aux dents », « Israël, n’en doutons pas, prendra le dessus ».

La guerre gagnée sur le papier, Lanzmann se demanda qui appeler pour s’entendre couvrir d’éloges. Revel était mort. Or, dans ses Mémoires de l’année 2000, l’ancien immortel raconte l’histoire d’un casse-pieds qui le harcèle au téléphone en plein été. Extrait :

« *Samedi 1er juillet. Arrivé hier au soir en Bretagne, je me rends ce matin au marché de Pleubian, qui a lieu tous les samedis. […] Rentré à la maison vers midi, j’entends mon téléphone sonner. Tiens, me dis-je, même le premier jour de mes vacances et en plus un samedi, ils ne peuvent pas me laisser tranquille. Je décroche. C’est Claude Lanzmann.*
— Tu n’es donc pas à Paris ? me dit-il.
Je sens une tristesse dans sa voix. Que mon éloignement l’afflige à ce point n’est pas loin de me bouleverser.
— Eh bien, non, lui dis-je, mais nous nous verrons en septembre.
Un silence.
— Dans le lieu écarté où tu te trouves, reprend-il, tu ne reçois pas les journaux ?
— Bien sûr que si. Je viens de les acheter au village.
Long silence.
— Est-ce que tu as lu mon article ?
— Écoute, je viens juste de poser ma pile sur mon bureau et ensuite je suis revenu dans la cuisine, où j’ai commencé à

confectionner ma vinaigrette montée. Tu sais à quel point c'est difficile à réussir !
— J'ai un article qui commence à la une du Monde et qui, à la tourne, occupe une page entière.
— Excellente nouvelle !
— C'est un très bon article.
— J'en suis convaincu.
— Lis-le tout de suite.
— Je laisse tomber et retomber ma vinaigrette et je te rappelle dans vingt minutes »(9).

En achevant sa vinaigrette, Revel sourit. Il se souvint que, moins de quatre mois plus tôt…

« *Mercredi 15 mars. […] Lundi prochain, je suis invité à une émission de Thierry Ardisson, avec, m'a-t-on dit, et je m'en suis réjoui, Claude Lanzmann comme interlocuteur. C'est du moins ce que je croyais. Mais Claude Lanzmann me détrompe en me précisant, d'une voix sépulcrale, au téléphone : "C'est une émission sur moi. Toi, tu n'interviens qu'à la fin pour parler de moi"* »(10).

Le 3 août 2006, faute de mieux, Lanzmann se résigna à appeler cet âne de Romain Goupil, que chacun laisse braire dans son étable depuis des années. Malheureusement pour Claude, Romain n'achète Le Monde que lorsqu'il y signe une nouvelle tribune à la gloire de W. Bush avec ses collègues du Club de la coupe au bol, Bruckner et Glucksmann. Pour se consoler, Lanzmann a revu Tsahal.

Notes

(1) Le Monde, 27.7.06. Acrimed, notre rutilante vitrine universitaire, a réfuté chacune des assertions conjointes de BHL et du Monde le 1er août 2006.
(2) Sondages et commentaire cités dans Serge Halimi, Dominique Vidal et Henri Maler, L'opinion, ça se travaille, Agone, Marseille, réédition poche, septembre 2006, p. 25.

(3) BHL, op. cit.
(4) Ibid.
(5) Le Canard enchaîné, 9.8.06.
(6) Charlie Hebdo, 26.7.06. Val fut ravi de lire deux jours plus tard l'édito de Denis Jeambar sur le site de L'Express : « Cette défaite d'Israël, si elle devait survenir, serait aussi la première défaite de la seule démocratie existant, à l'exception de la démocratie indienne, entre la Méditerranée et les rivages du Pacifique. » Toutefois, Jeambar se garda bien de répéter l'ânerie de Val sur les « populations illettrées à 80% ».
(7) Lire à ce sujet Amnon Kapeliouk, « "Tsahal", ou les mésaventures de la vérité historique au cinéma », Le Monde diplomatique, novembre 1994.
(8) Les Temps modernes, mars-juin 2006.
(9) Jean-François Revel, Les Plats de saison, journal de l'année 2000, Le Seuil, 2001, p. 215-216.
(10) Id., Ibid, p. 83.

Dessin : Mantaq Ach Chaatine – La logique du diable : « *Souris, mon fils, sinon on pourrait t'accuser d'antisémitisme* ».

Hezbollah et Israël : aux sources du conflit

Article de Georges Corm paru sur le site du Réseau Voltaire en octobre 2006.

L'auteur est consultant économique et historien, ancien ministre des Finances du Liban (1998-2000). Il enseigne la coopération économique internationale et les finances

publiques à l'université Saint-Joseph de Beyrouth.

Pour G. Corm, l'offensive israélienne de l'été 2006 n'a rien à voir avec la défense d'un État, mais correspond à une expansion coloniale. Selon lui, « il apparaît de plus en plus que les États-Unis et Israël servent de polarisateurs à un regain de visées hégémoniques et autoritaires dans le monde, voir même de type fasciste ».

La crise actuelle qui a entraîné le Liban à nouveau dans un cycle de violences et de destructions peu communes ne peut se comprendre que si son analyse est élargie au double contexte historique et régional. Se contenter de l'analyse faite par les États-Unis, Israël et le Royaume-Uni ou d'autres pays européens qui sympathisent avec leurs thèses ne permet pas de comprendre les enjeux complexes, ni d'appréhender une solution qui participerait à l'apaisement des tensions régionales majeures qui déchirent le Proche-Orient depuis des décades.

Bien au contraire, la simplification, voir la caricature binaire du conflit comme un affrontement entre des « terroristes » (le Hezbollah) manipulés par « un Axe du Mal » (la Syrie et l'Iran) qui s'oppose aux aspirations démocratiques des peuples de la région que les États-Unis s'efforcent de réaliser, est une recette qui ne peut que mener à la catastrophe dans le futur, même si une stabilisation est trouvée dans le court terme.

Cette caricature pourtant constitue le cœur de la doctrine israélo-américaine et anglaise sur la crise libanaise et toutes les autres crises et tensions de la région. C'est elle qui structure tous les commentaires et les analyses et les présentations des nouvelles dans les grands médias occidentaux ; elle peut se résumer de la façon suivante en sept points :

1. *Le Hezbollah est une organisation terroriste, tout comme le Hamas en Palestine,*

2. Il attaque de façon injustifiée et inadmissible l'État d'Israël,

3. Israël est donc dans son bon droit en voulant éradiquer le Hezbollah du Liban, c'est un État qui protège légitimement sa population civile des agressions commises par ce groupe terroriste

4. Les victimes civiles libanaises ne sont dues qu'à la lâcheté du Hezbollah qui prend en otage la population civile libanaise et en fait un bouclier humain,

5. Sans la Syrie et l'Iran qui lui fournissent armes et financement, le Hezbollah ne pourrait pas exister,

6. L'idéologie du Hezbollah est la même que celle du Hamas ou de la nébuleuse des groupes jihadistes que Ben Laden animerait, c'est-à-dire un fascisme islamique redoutable anti-occidental et anti-sémite qui refuse toutes les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme,

7. C'est donc une partie d'un ennemi global de l'Occident et de la civilisation qu'il faut extirper du Moyen-Orient pour assurer la paix du monde.

Le plus consternant dans cette approche est la confusion générale qu'elle sème et les tensions qu'elle fait monter au Proche-Orient alimentées par l'ampleur et la cruauté des actions de l'armée israélienne qui à le monopole de la violence aérienne qui est exercée sans aucune retenue contre les immeubles d'habitations et les infrastructures civiles et administratives au Liban, comme à Gaza ou en Cisjordanie. Ces images de souffrances indicibles des populations civiles palestiniennes et libanaises, s'ajoutent aux images de souffrances de la population irakienne sous occupation américaine et britannique essentiellement.

La contradiction principale de cette approche réside dans le

fait que si la Syrie et l'Iran sont les deux puissances régionales qui manipulent les groupes dits « terroristes », pourquoi martyriser inutilement des populations civiles libanaise et palestiniennes au lieu de s'en prendre directement à ces deux États ? Cette contradiction s'est déjà révélée dans la catastrophe de l'invasion américaine de l'Irak sous prétexte de lutte contre le terrorisme de Ben Laden, alors qu'aucun lien n'a jamais existé entre Ben Laden et le régime irakien.

Après avoir fait supporter à la population civile irakienne 13 ans d'un embargo implacable qui a fait mourir, aux dires des organisations internationales telles que la l'UNICEF ou la FAO ou la Croix Rouge, plusieurs dizaines de milliers d'Irakiens pauvres, et particulièrement d'enfants, les États-Unis et le Royaume-Uni ont cru bon d'abreuver la population irakienne en 2003 de milliers de tonnes de bombes.

En réalité, le problème se situe au niveau de l'analyse du terrorisme « proche-oriental » par les États-Unis et des conséquences qui en sont tirées sur le plan international. La conception et la doctrine états-uniennes sur le sujet sont claires : le terrorisme est une forme de mal qui n'a de cause ou d'explication que dans l'existence d'une « force du Mal » qui cherche à dominer la « force du Bien » incarnée par les démocraties occidentales. Ces forces terroristes sont une et même force, qu'il s'agisse du Hezbollah au Liban, du Hamas en Palestine occupée ou des groupes Ben Ladenistes qui opèrent désormais en Irak pour combattre « la force du Bien » , les États-Unis qui y établissent la démocratie.

L'analyse est ici d'une telle pauvreté intellectuelle qu'elle mène directement à des politiques catastrophiques. Pourtant, cette analyse est désormais la doctrine officielle des Nations-Unies qui, dans le document majeur destiné à proposer les lignes d'une réforme de l'institution à l'occasion du sommet des chefs d'État tenu en septembre 2005, considère qu'un seul danger guette l'humanité, celui du terrorisme dit «

transnational » (c’est-à-dire « islamique ») qui cherche à mettre la main sur des armes de destruction massives [1].

Aucun des conflits et des situations qui ont entraîné le terrorisme moyen-oriental n’est évoqué ; aucune distinction n’est faite entre la résistance légitime à des occupations et le terrorisme de type classique qui émane de groupes ayant des idéologies de type messianique et nihiliste et qui ont, par ailleurs jalonné l’histoire moderne, notamment le terrorisme russe de la seconde partie du XIXè siècle ou, plus près de nous le terrorisme de groupes marxisants dans les années 60 et 70 du siècle dernier et qui ont affecte l’Italie, l’Allemagne, la France, l’Amérique latine.

Bien plus, aucune évocation n’est faite de l’instrumentalisation que les États-Unis eux-mêmes ont pratiqué des groupes de jeunes djihadistes arabes anti-soviétiques qu’ils ont soutenu et armés pour lutter contre l’influence grandissante de l’URSS dans le tiers-monde et le développement spectaculaire des partis marxistes et qui sont partis se battre en Afghanistan, puis en Bosnie et qui sont aujourd’hui en Tchétchénie ; ceci, sans parler des religieux en Iran pour contrer la révolution bourgeoises et nationaliste du Premier ministre, Mossadegh, qui avait nationalisé l’industrie du pétrole iranien en 1952, puis pour se substituer au pouvoir défaillant du shah d’Iran en 1979 face au risque d’une prise de pouvoir du parti communiste iranien et des marxisto-islamiques des Moujahidin Khalq.

Plus grave encore, la doctrine états-uno-israélienne et britannique sur le terrorisme ignore de façon absolue et drastique le fait que l’État d’Israël est en infraction permanente à tous les principes du droit international, des résolutions des Nations Unies qui la concernent et des Conventions de Genève sur les responsabilités de l’occupant, notamment la protection de la population civile, ainsi que l’interdiction de changer la structure démographique d’un territoire occupé, l’interdiction de châtiments collectifs sur

la population civile).

Aujourd’hui, lorsqu’Israël, les États-Unis, la France et d’autres pays insistent sur la nécessaire application de la résolution 1559 qui enjoint, entre autres, le gouvernement libanais de désarmer le Hezbollah et les groupes palestiniens encore présents au Liban et de déployer son armée, qui n’a plus guère d’équipement que la FINUL présente au sud du Liban depuis 1978, ils oublient toutes les autres résolutions des Nations Unies concernant l’évacuation par Israël des territoires occupés en 1967 (Gaza et la Cisjordanie, le Golan Syrien, la zone des Fermes de Chébaa à la lisère de la frontière entre Israël, la Syrie et le Liban) et le droit des Palestiniens expulsés ou ayant fui les combats en 148, puis en 1967 à revenir dans leur foyer ou à être indemnisés par l’Etat d’Israël.

Pour ce qui est du Liban, Israël prétend avoir respecté la résolution 425 de 1978 qui lui demandait d’évacuer inconditionnellement le Sud du Liban envahi en mars de cette année là, sous prétexte de la présence de guérilla palestinienne opérant contre le territoire israélien à partir du Liban. Mais Israël oublie de dire que c’est la résistance tenace des militants du Hezbollah qui sont tous jeunes villageois du Sud du Liban qui l’ont obligé après 22 ans d’occupation à se retirer unilatéralement en mai 2000 à quitter ce territoire.

Israël et les États-Unis oublient aussi de dire que c’est l’État d’Israël qui a empêché en 1978 la FINUL de se déployer jusqu’à la frontière de façon à ce que l’occupation de 1000 km2 dans cette région du Liban puisse perdurer.

On peut évidemment être étonné que le Hezbollah après l’évacuation des Israéliens du sud du Liban ait conservé ses armes et n’ait pas immédiatement été intégré à l’armée libanaise. En réalité, plusieurs facteurs ont contribué à convaincre l’armée libanaise et une majeure partie des forces

politiques du pays que cette intégration était prématurée.

Parmi ces facteurs :

1. l'absence de garanties pour le Liban que son territoire serait désormais à l'abri d'une nouvelle occupation ou de nouvelles agressions de l'armée israélienne contre le Liban, agressions quasi-quotidiennes depuis 1968, en sus des deux invasions du Liban en 1978 et en 1982 ;

2.de plus, après l'évacuation de 2000, les violations de l'espace aérien et maritime libanais ont été permanentes ;

3. de plus, l'État d'Israël a maintenu de très nombreux prisonniers libanais en Israël.

4. Enfin, ce dernier a refusé de reconnaître que le territoire des fermes de Chébaa était libanais, avait été occupé après l'invasion du Golan syrien durant le guerre de 1967 et ne relevait donc pas de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, mais bien de la résolution 478 concernant l'évacuation des territoires occupés.
Face à l'armée israélienne, et comme l'ont montré les évènements récents, seule une guérilla bien entraînée et bien aguerrie peut empêcher une nouvelle occupation et non point une armée régulière qui ne dispose d'aucune aviation et d'aucun système de défense antiaérienne. La question des armes du Hezbollah était d'ailleurs en discussion, sous la pression des États-Unis et de la France pour l'application de la résolution 1559, dans un dialogue national officiel qui tenait des séances régulières, lorsque les évènements dramatiques récents sont arrivés.

Par ailleurs, on peut désapprouver l'étiquette religieuse sous laquelle se bat le Hezbollah, son « extrémisme » ou sa « radicalité », sa rhétorique anti-israélienne ; la réalité est que ce mouvement, tout comme le Hamas, est le successeur des mouvements de libération nationale et de décolonisation. **Le**

Hezbollah, à coloration chiite, le Hamas à coloration sunnite, se battent d'abord pour libérer des territoires occupés ; ils sont les **héritiers des Fellaga algériens, du Vietcong vietnamen et de tant d'autres mouvements de libération du tiers monde anti-impérialiste**.

La coloration religieuse de ces deux mouvements provient de la nature même de l'État d'Israël qui se définit lui-même comme État des Juifs et qui occupe et colonise des territoires en infraction aux résolutions des Nations Unies et aux conventions de Genève. L'État d'Israël est soutenu sans réserve par les États-Unis qui se définissent eux aussi comme une « nation de croyants » et, de façon plus générale, par les pays occidentaux qui depuis quelques années se définissent à leur tour comme défendant des valeurs judéo-chrétiennes ; l'ancienne définition de l'Occident comme héritier de la civilisation gréco-romaine a disparu des vocabulaires. On peut donc difficilement critiquer l'étendard idéologique de ces deux mouvements, lorsque l'on constate la disparition mondiale des espaces laïques et la non application du droit international d'inspiration laïque et humaniste par l'Occident lui-même, dès qu'il s'agit du Proche-Orient.

Il est oiseux de discuter sur la responsabilité respective du Hezbollah et d'Israël dans la nouvelle destruction du Liban. La provocation du Hezbollah capturant deux soldats israéliens dans l'espoir de reprendre les négociations sur la libération des prisonniers libanais restant dans les prisons israéliennes ne permet en aucun cas aux yeux du droit international, en particulier du droit de représailles qui doit être mesuré et proportionnel à l'acte commis, de mettre ainsi le Liban à feu et à sang et sous blocus maritime, aérien et terrestre.

Si l'IRA irlandaise avait enlevée deux soldats britanniques en Irlande du Nord aurait-on accepté que l'Angleterre abreuve l'Irlande du Sud d'un déluge de fer et de feu ? Ou si l'ETA basque avait enlevé ou tué des gendarmes français ou espagnols auraient-on vu l'armée française ou espagnole pilonner de

bombes la province basque et y faire des milliers de victimes civiles sous prétexte que les terroristes de l'ETA s'abritent derrière cette population ?

Il est important ici de rappeler qu'un échange de 400 prisonniers libanais dans les prisons israéliennes avait eu lieu en janvier 2004 par l'intermédiaire du gouvernement allemand, suite à l'enlèvement par le Hezbollah d'un homme d'affaires israélien, vraisemblablement membre des services secrets israéliens ; cet échange avait été suspendu par Israël. Le Hezbollah a-t-il cru qu'en capturant deux soldats, il pourrait continuer cet échange ou bien a-t-il voulu soulager la pression sur le gouvernement de l'Autorité Palestinienne dirigée par le Hamas et qui avait fait de même, enlevant un soldat israélien pour obtenir la libération de prisonniers palestiniens en Israël dont le nombre s'élève à 10 000, ou bien encore a-t-il senti que l'étau se refermait sur lui ? Nul ne le saura avec certitude.

L'autre hypothèse, favorisée par les dirigeants occidentaux, est celle d'une opération télécommandée par l'axe Damas-Téhéran ; c'est sûrement la moins plausible. On ne voit pas le Hezbollah qui s'est profondément libanisé depuis une quinzaine d'années, inséré dans le jeu politique libanais, gagné une popularité sans précédent au Liban, mettre en danger son existence même pour les beaux yeux de ces deux puissances régionales. Les combattants de ce parti, on ne le répètera jamais assez, sont des jeunes libanais du sud du Liban qui ont d'abord dédié leur combat à la libération de leur terre. Le fait que ce combat soit soutenu par l'Iran et la Syrie, voir que l'idéologie du « martyr » soit présente dans le discours du parti, n'enlève rien à cette réalité.

Rappelons-nous ici que les luttes anti-coloniales et anti-impérialistes du tiers monde dans les années 50 et 60 étaient soutenues par l'URSS ou la Chine ou l'Égypte nassérienne ; cela n'enlevait rien à la réalité de l'insertion de ces mouvements dans leur société et la légitimité de leur lutte.

La France, au lieu de mettre en cause son propre colonialisme, accusait l'Égypte d'être à l'origine de la rébellion algérienne et a même attaquée l'Égypte en 1956 aux côtés d'Israël et du Royaume-Uni. Les États-Unis ont fait de même au Vietnam, accusant l'URSS de financer et soutenir les combattants du Vietcong. Tous ces mouvements de libération se sentaient d'ailleurs solidaires entre eux et avec les mouvements de guérilla d'Amérique Latine, tout comme aujourd'hui, le Hamas et le Hezbollah ne peuvent que se sentir solidaires de la lutte similaire qu'ils mènent contre un même État qui occupe et colonise. L'opinion dans tous les pays arabes se sent, elle aussi, solidaire du combat anti-israélien mené par ces deux mouvements.

La virulence des réactions israéliennes au « refus » des Arabes de prendre en compte leurs exigences de sécurité et leur « droit à la colonisation », en particulier l'obstination des groupes combattants palestiniens et libanais, les plus directement concernés, a été depuis longtemps analysée par des spécialistes des effets produits par l'Holocauste dans la psychologie des dirigeants israéliens.

Le plus célèbre d'entre eux Raul Hilberg explique comment s'est opéré ce qu'il appelle le « transfert d'hostilité » des Juifs dans leur malheur sur la Grande-Bretagne, alors encore puissance mandataire en Palestine et sur les Arabes. C'est ainsi que les communautés juives survivantes de l'Holocauste en Europe et celle des États-Unis, ainsi que les émigrants en Palestine, ne pouvant exprimer leur hostilité à l'encontre de tous ceux qui avaient fait et laissé faire le génocide, l'ont transféré un moment sur les Britanniques, puis de plus en plus sur les Palestiniens et les autres peuples arabes environnants [2]

En réalité, aujourd'hui, les pays occidentaux parviennent d'autant plus facilement à se défausser sur le monde arabe et musulman de toute culpabilité dans l'antisémitisme européen et son paroxysme, l'Holocauste, que la théorie de la guerre de

civilisation a pris consistance en s'incarnant dans la doctrine de l'ennemi unique de l'Occident que serait le terrorisme islamique. A l'ancien ennemi disparu qui était la subversion communiste alimentée par l'URSS et la Chine, l'Occident s'est trouvé un ennemi nouveau et Israël, dans cette vision, se trouve à la pointe de ce combat de par sa position géographique même.

De plus, cela permet aussi aux pays européens qui ont colonisé l'ensemble du monde musulman dans un passé récent d'effacer toute trace de culpabilité sur les atrocités commises lors de la colonisation.

Face au chaos proche-oriental, l'Europe se félicite d'être enfin en paix et de réaliser progressivement son unité, après des siècles de guerres féroces entre ses nations, qui ont entraîné deux conflits successifs d'envergure mondiale et causé des dizaines de millions de morts. Elle ne réalise pas, cependant, que le vent de folie meurtrière qui va de l'Afghanistan à la Palestine et au Liban, en passant par l'Irak et que son allié américain appelle « guerre de civilisation » n'est, en grande partie, que le sous produit de sa propre histoire.

C'est en effet au Proche-Orient que se manifeste incontestablement la convulsion la plus spectaculaire de cette histoire tragique, due à l'horreur causée par le génocide des communautés juives d'Europe sous le Troisième Reich. Ce génocide est un point culminant d'un antisémitisme de nature raciste qui a sévi durant tout le XIXè siècle, prenant le relais de l'antijudaïsme de nature théologique prêché durant des siècles par les catholiques et protestants. La Révolution française et le rationalisme déiste de la Philosophie des lumières avaient largement réussi à ouvrir aux juifs une citoyenneté à part entière, notamment en Europe de l'Ouest. Toutefois, le développement en Allemagne des théories linguistiques et racistes opérant une division binaire du monde entre sémites et aryens, avait contribué à réduire cette

avancée majeure de la démocratie naissante en Europe.

Ce sont toutes ces données qui expliquent l'anesthésie des consciences européennes, là où ces consciences se sont révoltées comme dans le cas de l'Afrique du Sud, du Timor Oriental et de bien d'autres situations de violation permanente des principes d'humanité [3] Sortir de ce guêpier ne sera guère aisé. Même après la fin du mandat de Georges Bush, il n'est pas sûr que nous ayons un apaisement, car le « nationalisme », voir le fanatisme « civilisationnel » lancé par la politique américaine et repris par beaucoup d'Européens sera d'autant moins facile à apaiser que la rhétorique « islamique » inverse est alimentée par l'expédition malheureuse contre l'Irak, les violences et souffrances sans fin des deux peuples libanais et palestinien, sans parler de la dégradation rapide de la situation en Afghanistan et du déploiement de troupes américaines dans un très grand nombre de pays musulmans, au plus grand mécontentement des sentiments populaires.

L'Union Européenne pourrait certes être plus active et plus dynamique, comme l'y invite son Parlement qui a préconisé à juste titre une application de l'ensemble des résolutions des Nations Unies sur le conflit Israélo-Arabe. Si la « communauté internationale » s'obstine à vouloir faire appliquer ces résolutions, uniquement lorsqu'elles imposent des obligations aux Etats arabes, mais jamais lorsqu'elles en imposent à l'État d'Israël, comme c'est le cas pour la furie avec laquelle on veut imposer au Liban la mise en œuvre de la résolution 1559, il y a peu de chances de voir une la stabilité et la paix régner dans la région.

On peut d'ailleurs être étonné du contraste entre l'activisme du Conseil de sécurité à l'égard du Liban, et notamment toute la série de résolutions les plus contraignantes prises à la suite de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafik Hariri, et son incapacité à faire cesser la mise sous blocus de tout le Liban et le bombardement de ses populations

civiles et de son infrastructure. Il est vrai que M. Hariri était « un ami » de l'Occident, alors que le Hezbollah est considéré comme un ennemi, mais est-ce une raison, suffisante pour avoir ainsi deux poids deux mesures dans le traitement de la violence qui frappe aujourd'hui tous les Libanais.

Comme on le voit, le règlement du conflit israélo-arabe exige de renoncer aux simplifications abusives et à la vision binaire et manichéenne du monde qui domine les médias et les cercles dirigeants dans beaucoup de pays occidentaux.
Certes, pour justifier le bain de sang en Palestine et au Liban, on pourra toujours invoquer la nature fanatique de l'Islam, l'absence de traditions démocratiques, la persistance des traditions tribales et communautaires violentes et autres clichés anthropologiques faciles sur l'Orient musulman. On pourra invoquer aussi à loisir la nature machiavélique et éminemment nocive des deux régimes syrien et iranien.

Il n'en reste pas moins, cependant, qu'admettre qu'au nom de la lutte contre le terrorisme on envahisse des pays, les mette sous blocus maritime, aérien et terrestre, terrorise leurs populations civiles par des bombardements aériens massifs, c'est accepter que le « monde civilisé » s'engouffre à nouveau dans une forme de barbarie que l'on croyait disparue.

Plus grave, en faisant de l'État d'Israël, un État hors norme du droit international, ne s'agit-il pas de la résurgence d'une nouvelle forme de racisme inversé, particulièrement subtile, perverse et dangereuse pour l'avenir ?

Le Proche-Orient continue aujourd'hui de payer les dettes morales des guerres et des violences survenues au sein de l'Europe. Celle-ci peut-elle encore réagir pour arrêter ce nouveau bain de sang, accepter la responsabilité qui est la sienne, dépasser ses traumatismes, retrouver sa culture humaniste et anti-raciste, ouvrant ainsi, enfin, la voie à la paix et la réconciliation avec son Orient proche ?

La Méditerranée pourrait-elle enfin redevenir « notre » mer commune, sans ingérence d'Outre-Atlantique ? Il ne semble pas malheureusement que c'est le cas, dans la mesure où la plupart des gouvernements européens, non seulement se sont alignés sur la politique états-unienne au Proche-Orient, mais certains n'ont pas hésité à déclarer ouvertement, tel le gouvernement allemand, qu'ils envoyaient leurs troupes au Liban, dans le cadre du renforcement de la FINUL prévue par la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU, pour protéger l'État d'Israël.

De plus, certains dirigeants européens, tel M. Sarkozy, président du principal parti de la majorité parlementaire en France, n'ont pas hésité non plus à faire étalage de leur absence de sympathie pour le Liban dans l'épreuve qu'il a subie au cours de l'été 2006 du fait de l'ampleur de l'agression israélienne et de leur solidarité totale vis-à-vis d'Israël.

En réalité, il apparaît de plus en plus que les États-Unis et Israël servent de polarisateurs à un regain de visées hégémoniques et autoritaires dans le monde, voir même de type fasciste, dont le Proche-Orient fait directement les frais. La tentation pour l'Europe de se joindre à la croisade états-uno-israélienne dans cette région du monde est très forte. Les pays européens, y compris l'Allemagne, ont désormais des contingents armés déployés de l'Afghanistan au Liban, en passant par les Balkans, l'Irak et les pays de la péninsule Arabique pour des missions dont la nature reste à définir. Au Liban, en tous cas, si ces bataillons s'impliquent dans une chasse au Hezbollah au profit d'Israël, cela ne pourra qu'entraîner de très graves conséquences et achever de déstabiliser le Moyen-Orient.

Georges Corm

[1] Voir Dans une liberté plus grande. Développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous Document A/59/2005

de l’Assemblée Générale des Nations Unies, New York.

[2] « La réserve qu’observait la communauté juive à l’égard de l’Allemagne fut remplacée au moins chez les juifs du monde occidental, par des actes de militantisme en faveur d’Israël », écrit cet auteur. « Le déplacement de l’hostilité ne constitue pas une réaction isolée dans les annales du comportement individuel et de masse. C’est une vaste entreprise de « neutralisation » réussie, l’une des plus grandes de l’histoire ». Extrait de l’ouvrage capital de Raul Hilberg, La destruction des Juifs d’Europe, vol. II, pp.905-906, Gallimard, Folio/histoire, Paris, 1991.

[3] C’est cette anesthésie qu’illustre parfaitement bien l’article de Joschka Fischer, « Le mauvais calcul iranien » dans le quotidien français Le Monde du 8 août 2006 où il pratique l’analyse caricaturale de la crise que nous avons exposée dans notre analyse et fait preuve d’une insensibilité totale aux souffrances que l’armée israélienne impose aux civils, Libanais et Palestiniens.

Robert Redeker : Il n’y a jamais eu de Fatwa ! Chronique d’une islamophobisation des esprits

Article de **Jacques RICHAUD** du 13 octobre 2006.

L’auteur est praticien hospitalier au CHU de Toulouse, il s’attaque ici à un cancer très particulier : **la propagande islamophobe** qui s’est développée à travers l’ « affaire

REDEKER ».

L'article reprend étape par étape cette manipulation et révèle comment les **mensonges du monde politico-médiatique** se sont accumulés pour faire de Redeker une victime et de l'islam l'ennemi qu'il faut réellement combattre.

L'objectif de cette campagne étant selon J. Richaud, de » préparer l'opinion à la troisième guerre de Georges Bush » : **la guerre contre l'Iran**.

La sur-médiatisation et la dramatisation de «l'affaire Robert Redeker » par nos services politico-médiatiques aurait pu inciter à la prudence tous ceux qui en toute bonne foi souvent ont cru devoir réagir après s'être indignés. Une simple investigation «journalistique » menée correctement aurait peut-être pu éveiller quelques soupçons concernant les intentions de ceux qui ont instrumentalisé ce fait en évoquant les noms de Rushdie et Calas, un peu trop vite peut-être.

C'est alerté par des amis arabophones étonnés de la teneur des affirmations exploitées par la presse que j'ai demandé à trois sources arabophones différentes, dont une universitaire, de vérifier la teneur des propos tenus sur la chaîne Al-jazeera, incriminés comme à l'origine de la «FATWA » dont serait victime Robert Redeker. Les trois «retours » reçus ce jour douze octobre sont similaires et surprenants !

Pour donner à cette modeste investigation la rigueur nécessaire et l'interprétation utile, il est important de reconsidérer la chronologie des faits établis, en se posant à chaque étape les questions que cette affaire non encore achevée, ne manque pas de soulever.

I – CHRONOLOGIE D'UNE AFFAIRE SINGULIERE

1- DECLENCHEMENT

C’est le **19 septembre 2006** que le Figaro publie une double tribune sur la même page, celle de Robert Redeker et celle d’Antoine Sfeir. Celle de Robert Redeker se nomme «Face aux intimidations islamistes, que doit faire le monde libre ? »

Le jour même de la parution de ce quotidien du matin, 19 septembre, sa diffusion est interdite en Tunisie (Elle sera le 24 septembre également interdite en Egypte par décret *source : Reporters sans frontières le 25/9/2006*)

C’est le même jour que Robert Redeker déclare «avoir reçu des menaces de mort » et prévient le responsable de son établissement de son incapacité à assurer la poursuite de ses cours ; il est aussitôt «exfiltré » et caché en lieu sûr, ainsi que sa famille mise également sous «protection » par la Défense et Surveillance du Territoire (DST). Le professeur lui même sur I-Télé précisera avoir reçu des «menaces directes par mail » et révèle que des forums jihadistes «qui ne sont pas accessibles à tout le monde » donnent «toutes les coordonnées pour pouvoir (l)’assassiner ».

Ce n’est que **le 20 septembre** sur la chaîne Al-jazeera, dans le bulletin d’information bref de Hassad Al Yaoun d’une minute, qu’est transmise l’information de la censure du Figaro en Tunisie, à cause «d’un article insultant le prophète Mohammed » écrit par un philosophe dont le nom n’est pas même cité, mais qui «accuse le Coran d’inciter à la violence » et qui «se moque des rites du pèlerinage chez les musulmans » (Tout ceci est effectivement contenu dans la tribune de RR). Dans une information complémentaire la parole est donnée au «Président de l’union islamiste des savants musulmans » le cheikh Youssef Al-Gardaoui qui dans son commentaire au sujet de l’article, appelle les musulmans «à protester d’une manière sage le vendredi 22 septembre…pour défendre l’islam et son prophète contre les propos du Pape Benoît XVI et l’auteur de l’article du Figaro », dont le nom ne sera pas cité ; en appelant à la modération et «à ne pas s’attaquer aux églises ou aux ambassades…pour ne pas donner l’image de musulmans violents

dont les médias occidentaux sont friands »

A ce stade retenons que le nom de l'auteur n'a pas même été cité et que la protestation émise n'appelle nulle vengeance, mais une expression de réprobation calme pour le surlendemain. **Il n'a jamais été question de «fatwa »** qui possède un sens religieux et juridique particulier connu de tous !

Le 21 septembre, et sans attendre la manifestation prévue le lendemain, Pierre Rousselin directeur adjoint du Figaro exprime sur la chaîne Al-jazeera «ses regrets concernant la publication de l'article…(qui) est une erreur…(et) n'exprime pas l'avis du journal…(cette) tribune libre n'engageant que son auteur…(cette publication a été faite) sans vérification préalable, il s'en excuse ». Le même jour 21 septembre l'article est retiré du site du Figaro (j'ai pu le vérifier), l'intervention de Pierre Rousselin sera aussi retirée du site d'Al-jazeera…

A ce stade on peut s'étonner de la non-mention de ce fait dans les médias français ; et plus encore de la complaisance plus tardive de tous ceux qui partiront en campagne au nom de la «liberté d'expression » sans même évoquer le désaveu et la dérobade du Figaro, qui s'associera à la même campagne ! **Personne n'a reproché au Figaro une quelconque «islamisation » des esprits** comme le déclarait l'auteur de la tribune incriminée et qui l'aurait poussé à commettre cette autocensure !

Surtout aucun lien ne peut non plus être établi entre les menaces reçues la veille par RR et l'émission de la chaîne arabe ; ce fait est d'évidence ! Si des menaces ont été faites leur source est ailleurs.

Le même jour 21 septembre, le texte de Robert Redeker ainsi que celui d'Antoine Sfeir sont repris et diffusés sur le site français PROCHOIX (animé par Fiammetta Venner et Caroline Fourest), accompagnés d'un article de Fiammetta Venner

intitulé « Quelques remarques à propos du Pape, de l'Islam et du Figaro ». Cette diffusion est explicitement destinée à «notre lectorat tunisien » pour contourner la «censure ». Cet article, il faut le souligner prend nettement ses distances avec celui de RR en stigmatisant aussi les violences des autres religions.

Le **vendredi 22 septembre** les médias français sont présents à la manifestation appelée par le cheikh Youssef Al-Gardaoui qui se passe dans le calme et ne sera donc pas relayée par les chaînes nationales. Le même jour Nasrallah se faisait ovationner à Beyrout par une foule immense au cours d'une manifestation pour «le jour de la victoire », cette manifestation a été intégrée aux journaux télévisés français et a fait le sujet principal des chaînes arabes, pour lesquelles Robert Redeker reste toujours un inconnu !

Le même jour 22 septembre, Tarik Ramadan publie sur son site un long article « le Pape et l'Islam : le vrai débat » sans mentionner la tribune de RR. Le forum de discussion qui suit mentionne l'article du Figaro pour s'en indigner ainsi que de sa reprise sur le site de Prochoix ; en réponse il est écrit que « sœur Caroline (Fourest)…prétendue antiraciste…cette femme est une Oriana Fallaci déguisée…voilée sous les appellations de …féministes, antiracistes, laïques…no comment ».

Le **25 septembre** sur le site Prochoix **c'est cette fois Caroline Fourest elle-même qui signe un éditorial mensonger** au regard des faits rappelés ci-dessus : « Sur Al-jazeera, Youssef Al-Quradami désigne Robert Redeker à la vindicte » en écrivant mensongèrement « Le 20 septembre sur la chaîne Al-jazira le cheikh Youssef al-Qaradani a profité de son immense audience pour désigner le philosophe Robert Redeker comme islamophobe du moment. Ce n'est pas rien lorsqu'on connaît l'influence du cheikh…aucun texte ne mérite une FATWA MONDIALE ». Et Caroline Fourest « soutien le droit de Redeker à s'exprimer », elle assume d'avoir repris la publication, mais prend elle aussi

ses distances avec le ton de RR en disant « toutes les religions sont instrumentalisables pour le pire »

LE MOT « FATWA « » A ETE LANCE ET LA SUITE EST CONNUE

Tous les bien-pensants qui se croient démocrates choisissent leur camp sur l'énoncé d'une imposture. Il n'y a jamais eu de Fatwa et le nom de Robert Redeker n'a pas même été prononcé !

A CE STADE QUE RESTE T-IL ?

Des menaces exprimées dés le 19 septembre dont la police serait dans l'incapacité de déterminer la provenance informatique, régionale ? nationale ? internationale ? Chacun sait que n'importe qui peut envoyer un mail à n'importe qui, même à soi-même ; mais la tracabilité de ces envois est tout à fait possible et même devenue légale depuis les lois Perben et les mesures «antiterroriste ».

Alors que fait la police ? Info-intox ou manipulation ? L'origine des menaces est elle identifiée ? Tenue encore secrète ? Cela accréditerait l'hypothèse d'une manipulation policière et politique désireuse de tirer aubaine de la publication de cette tribune islamophobe, en entretenant une pesanteur dont Robert Redeker est la première victime désormais, même s'il n'y a jamais eu de « fatwa » !

On laisse se dérouler la réaction à une « fatwa » qui n'a jamais existé. Une Presse complaisante à l'émotion générale ressentie fournit jour après jour les tribunes qui accréditent les thèses de Robert Redeker, sans prudence ni discernement. L'ensemble de la presse se positionne clairement dans le «choc des civilisations » annoncé du côté de Robert Redeker dont la tribune immonde trouve un succés inespéré de l'auteur lui-même !

Robert Redeker est-il à l'abris pour autant ? Même en l'absence de « fatwa » ? Sûrement pas, tant il est évident qu'une agression sur sa personne accréditerait à la fois sa

thèse et celle de ceux qui le soutiennent, en même temps qu'elle démontrerait le bien fondé d'une accentuation des mesures «sécuritaires » déjà développées dans notre pays.

Redeker pourrait bien avoir à se méfier de certaines «protections ». Il pourrait devenir demain « l'idiot utile » ou la victime même d'une cause qui le dépasse désormais.

Ceux qui logiquement doivent le plus souhaiter sa protection efficace sont ceux qui trouvent ses thèses immondes justement ! Longue vie à Robert Redeker pour qu'il puisse demain rencontrer d'autres hommes et femmes, musulmans et sains d'esprit qui lui feront percevoir la profondeur de ses erreurs.

2. L'EMBALLEMENT

C'est **le 27 septembre** que le grand public par « la Dépêche du Midi » apprend « à la une » que « un professeur de philosophie est menacé par les islamistes »

Le **29 septembre** la revue électronique « Respublica » éditorialise sous le pseudo habituel « Evariste » un article : « Robert Redeker : première victime de la FATWA en France » et stigmatise de façon très virulente tous ceux qui oseraient ne pas le soutenir. L'Union des Familles Laïques (UFAL) par la voix d'Evariste apporte « un soutien inconditionnel à Robert Redeker » et dénonce « la rhétorique insidieuse qui consiste à assortir la condamnation de la FATWA dont est victime Robert Redeker d'un même si ou d'un bien que ». Une pétition de « la Gauche Républicaine » est donc lancée immédiatement signée par des dizaines de personnalités.

Le **30 septembre 2006** le recteur de la grande mosquée de Lyon Kamel Kabtane, dans un communiqué, « Emet les plus grandes réserves quant à l'origine exacte de ces menaces… l'heure est aussi aux manipulations », il faut que « les auteurs soient identifiés et sanctionnés comme le permettent les lois de la

République » (cité sur le site Prochoix).

Le même jour 30 septembre « **Libération » fait sa une sur « Peut-on encore critiquer l'Islam ? »** et Olivier Roy écrit « certains jouent à chatouiller la fatwa » et dans ce numéro Caroline Fourest précise « nous sommes passés d'une affaire Ruschdie tous les dix ans à une affaire Ruschdie tous les ans, voire maintenant quasiment tous les mois. A l'époque quand l'ayatollah Khomeiny lança sa FATWA contre l'écrivain, la gauche était soudée pour défendre la liberté d'expression et le droit d'offenser toutes les religions ». Le même joue « le Monde » évoque le « repérage » par la DST de « forums jihadistes anglais » qui confirmeraient la menace avec photos, adresse plan d'accès au domicile de RR….Mais quel crédit peut-on apporter à ces allégations ?

Il va de soi que ces menaces sont injustifiables et imposent la protection de Robert Redeker par la force publique. Mais la situation n'est pas véritablement la même entre une condamnation à mort par une autorité religieuse islamiste (qui n'a jamais eu lieu) et une menace par des propos haineux sur Internet comme il en circule quotidiennement sur des dizaines de forums accessibles à tous, particulièrement entre les communautés impliquées dans les drames du Moyen Orient.

Redisons le clairement, il n'y a jamais eu de « fatwa », ce qui n'exclue pas la matérialité de menaces d'autre nature et elles aussi préoccupantes, dénoncées par l'intéressé lui-même. Le web est devenu un terrain privilégié de la manipulation et les idées les plus abjectes circulent quotidiennement sur des forums plutôt mal pondérés, les interventions y sont le plus souvent signées de « pseudo » qui autorisent toutes les outrances, se faisant même parfois passer pour « la partie adverse » pour lui donner une image révoltante, personne ne peut empêcher cela.

Mais transformer un « fait grave » en un phénomène de société relève de l'irresponsabilité et de la démesure. Caroline

Fourest elle-même et Philippe Val et bien d'autres ont été « menacés » après certains de leurs écrits et protégés de façon plus discrète !

La résonance donnée à la menace dénoncée par RR lui-même a pour premier effet d'amplifier, en la généralisant, la sensation d'une menace qui est à la base de la xénophobie et de tous les racismes. Plus personne ne perçoit que pour RR la critique de la religion musulmane dans son ensemble n'est pas une discussion philosophique mais une «opinion » qui s'inscrit dans la promotion du «choc des civilisations ». Qu'une large assemblée d'intellectuels se soit rangés derrière sa frange la plus extrémiste est un succès considérable pour les thèses de RR ! Tout cela ne fait le jeu que des néoconservateurs les plus extrémistes et de la partie adverse authentiquement jihadiste…

Mais que vont faire certains dans cette galère ? Le 30 septembre Caroline Fourest écrit « Affaire Redeker : A quoi joue la DST ? » pour s'étonner du fait que « davantage que le niveau des menaces, habituel, c'est bien le niveau de la réaction policière qui a changé » et questionne en référence aux menaces islamistes supposées : « Les services détiennent-ils des informations précises ou sont-ils dans le bleu ». elle questionne « s'agit-il de créer un effet de panique légèrement disproportionné qui punit Redeker au lieu de le protéger » ? Il faut dit-elle «s'interroger sur le choix policier et donc politique opéré »…

Une autre voie est étouffée : Le 30 septembre le groupe progressiste du « Manifeste des Libertés » édite une autre pétition « Pour la liberté de parole » dont le texte est le suivant : « Nous dénonçons avec la plus grande force les menaces de mort dont fait l'objet Robert Redeker, bien que nous soyons en désaccord avec ce qu'il a écrit, avec la médiocrité triviale de ses propos, avec ses outrances verbales en miroir avec les islamistes violents ». Cette pétition plus « voltairienne » que celles affirmant un soutien

inconditionnel ou une approbation aura de nombreuses signatures de personnalités musulmanes, mais curieusement ne sera ni médiatisée ni reprise par la presse nationale.

Nos médias massivement se sont retranchés dans le camp du soutien à l'intolérance de Redeker, occultant aussi bien des vérités factuelles (l'absence de fatwa) que des voix plus pondérées que celles attisant objectivement le «choc des civilisations » replacé dans l'actualité par la tribune de Robert Redeker !
En effet l'emballement s'est poursuivi.

Le **1 octobre 2006** « le Monde » à son tour éditorialise «Pour Robert Redeker ».

On peut retenir, mais nous le savions déjà, que l'opinion publique « ça se fabrique » et des ouvrages ont déjà été consacrés à l'invention de cet « islam imaginaire » qui doit nous terroriser, non pas dans sa perversion islamiste mais bien dans son ensemble.

Le même jour un nouveau « Respublica » appelle à un « soutien sans réserve » et réaffirme que Robert Redeker est « victime d'une FATWA » qui le force à la clandestinité, réfutant toute « analyse indécente de ses propos ». Il réédite une tribune ancienne de Robert Redeker publiée dans La Dépêche du Midi le 21 octobre 2003 consacrée à « L'islamophobie, l'arme des islamistes contre la laïcité » faisant référence au livre de Caroline Fourest et Fiammetta Venner reprenant l'histoire du concept **d'islamophobie** décrit comme « **une arme forgée par les islamistes** » ! Il cite aussi la formule de Maïakovski «les mots sont des balles » (Qu'il ne pouvait donc ignorer en écrivant sa tribune du 19 septembre 2006 !). L'auteur tentait aussi péniblement de démontrer que l'islamophobie n'est pas un racisme et écrivait « Un islam à visage humain est-il possible ? ». Le même numéro contient un communiqué de presse de l'UFAL « la République doit protéger les victimes des FATWA » et un article d'Antoine Peillon (président de la France Radicale

Gauche Démocratique et Républicaine) menaçant : « Nous mettons aussi en garde …ceux qui ne le soutiennent pas totalement et sans condition, car ils sont dés lors, plus que jamais nos adversaires ». Cela ressemble au discours de Bush en septembre 2001 « Ceux qui ne sont pas avec nous, sont contre nous ! ». On a envie de dire tu déconnes Antoine ?

Le 2 octobre « le Monde » **rattache, d'après la DST la menace à AL-Qaida** (qui possédait donc dés le 19 septembre un plan de la commune de Saint-Orens et l'adresse du professeur…brrrr, il y a de quoi trembler !) La menace ne relèverait plus d'une fatwa mais du terrorisme ? Le journal publie une autre « liste de soutien » que celle lancée par Respublica, intitulée celle-ci « En faveur de Robert Redeker ».

Le 3 octobre la revue Prochoix de Caroline Fourest relaie cet appel avec invitation à le signer sur l'adresse de la revue « les Temps Modernes » dont RR était éditorialiste.

Le 4 octobre « Evariste » dans un nouveau « Respublica » stigmatise le MRAP et la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) ou « Quelques islamo-gauchistes pèsent bien peu, de même que le sectarisme congénital d'une organisation laïque qui trouve encore le moyen de lancer une polémique au lieu de se rassembler derrière la défense de Redeker ». Il stigmatise aussi « Nicolas Sarkozy, qui encourage les fous d'Allah à réclamer toujours plus de dérogations communautaristes » et Evariste prétend s'exprimer au nom des « citoyens » qui « en ont assez », rappelant que Redeker est « victime » et « condamné à mort ».

Dans le même numéro Sonja Rivière écrit « Redeker a finalement raison », rajoutant même aux propos de RR que «Le mois sacré de ramadan doit apporter son quota de sacrifices humains » et il est temps de «dénoncer l'effroyable imposture »…(Cela ne vous rappelle rien ?) et une «islamisation des esprits devenue insupportable ».

Le même jour dans Charlie-Hebdo, Caroline Fourest collaboratrice régulière de cet hebdomadaire s'étonnait des excuses de Rousselin : « Les éditorialistes du Figaro ne nous avaient pas habitués à tant de prudence sur l'Islam », tout en confirmant encore une fois que «le théologien vedette d'Al-jazeera et des frères musulmans…a désigné Robert Redeker à la vindicte le 20 septembre ». Elle ironise sur « le courage économique » du Figaro ayant présenté ses excuses. Elle surenchérit à propos d'une « **fatwa contre Mozart** » après le retrait préventif d'Idoménée du Deutsche Oper à Berlin, même si elle relève que pour Angela Merkel « l'autocensure par la peur n'est pas tolérable »…

Ainsi donc, **peu importe qu'il y ait eu ou non « fatwa »** ; il nous faut penser seulement « qu'il aurait pu y avoir, qu'il y aurait certainement même eu fatwa, inspirant une peur qui explique le retrait de la pièce ! ». Dans le même numéro Philippe Val stigmatise « Sa sainteté Mouloud Aounit » qui avait eu le tort de rappeler au nom du MRAP que « toute forme de violence en appelle hélas d'autres en retour, parfois plus extrêmes encore ».

Le « Canard Enchaîné » du 4 octobre à raison de décrire « Une affaire islamentable » et de conclure « pour …passer de l'invective au dialogue, du simplisme à la complexité, il faudrait des gens qui savent penser en profondeur…comment dit-on, déjà ? Des philosophes ». Hélas les philosophes ont signé en masse leur soutien «inconditionnel » à Robert Redeker.

Le 5 octobre « le Point » titre « Nous sommes tous des Redeker » mais donne aussi la parole à Tarik Ramadan : « Robert Redeker est libre de dire ce qu'il veut, je l'ai affirmé et répété, mais j'ai moi aussi le droit de dire que son texte est haineux ». Le « Nouvel Observateur » du même jour réaffirme encore « le 20 septembre, Redeker est dénoncé sur Al-Jazeera ».

Le 6 octobre « Valeurs Actuelles » titre « la fatwa Redeker ».

Le 7 octobre dans « Marianne » Guy Konopnichi s'égare : « Je tiens le principe de respect pour une saloperie…entre **Mahomet et Robert Redeker, je choisis Redeker**. N'en déplaise à Mouloud Aounit ! ».

Le 9 octobre 2006 c'est **dans le journal « la Croix »** que sera précisé à propos de la chaîne Al-Jazeera : « **Le nom du philosophe (n'a) pas été prononcé** » dans un sujet traité en « à peine une minute ». Toutes les démarches rapportées montrent que l'économie de la vérité devient la base d'un appel à dénonciation universelle d'une menace, exactement celle qui est au cœur de la chronique de Robert Redeker !

Il est confirmé que dénoncer la surenchère des extrêmes n'est pas dans l'air du temps pour les pétitionnaires. Pour Philippe Val « La situation a de quoi inquiéter », la menace contre RR est assimilable à l'attitude de Ahmadinedjab en Iran qui veut « mettre du plutonium dans les centrifugeuses » ! **La boucle est enfin bouclée** qui nous désigne en filigrane la logique et **l'objectif de toute la campagne** menée : il s'agit d'instrumentaliser « l'affaire Redeker » pour **préparer l'opinion à la troisième guerre de Georges Bush, après l'Afghanistan et l'Irak, ce sera demain l'Iran…**

Le 5 octobre 2006 Pascal Boniface directeur de l'Institut de Recherche Internationale et Stratégique (IRIS) publie une note dans Témoignage Chrétien qui rappelle que « Robert Redeker est favorable au choc des civilisations », tout autant que « ceux qui l'ont menacé ». Il précise « ses idées sont nauséabondes, mais c'est bien sur le domaine des idées qu'il faut les combattre. Ses propos auraient pu même avoir une suite sur le plan juridique, car il contredit très réellement les lois françaises sur l'interdiction de propager la haine raciale. **Mais tout est fait pour que le débat soit piégé**. Les menaces ont transformé Robert Redeker de coupable en victime. Plus personne ne parle du caractère raciste de ses propos, mais des menaces qu'il a subies. Or les deux sont condamnables ». Il conclue « Soit on admet le droit de tout dire y compris les

injures raciales au nom de la liberté…soit l'on considère que le climat est tellement lourd et explosif qu'il faut apporter certaines limites à la liberté d'expression. En tous les cas on ne peut pas plaider pour la première thèse dans certains cas et pour la seconde dans d'autres ».

II – DE NOMBREUX QUESTIONNEMENTS PERSISTENT AUTOUR DE CET EVENEMENT ET SURTOUT DE SON NSTRUMENTALISATION

1. LES FAITS

Il n'y a pas eu de Fatwa, mais tout le monde feint de l'ignorer ; ce mensonge était nécessaire pour une dramatisation de la menace.

Il y aurait bien eu des menaces dont les services de renseignement affirment qu'elles seraient « de mort » et en relation avec « Al-Quaïda » sans étayer cette affirmation de preuves depuis plusieurs semaines. Ceci est surprenant de la part d'un ministre de l'intérieur qui nous avait habitué à une communication plus agressive sur des faits divers de gravité moindre.

Il est avéré que **les premières menaces**, le jour même de la publication, **sont antérieures à une émission sur la chaîne Al-Jazeera** présentée, de façon mensongère, comme le relais d'une « fatwa » qui relève du fantasme ; sachant bien que très peu d'arabophones auront eu la capacité de vérifier ce fait. La vraie question est de savoir si ces menaces relèvent d'une piste locale (expliquant la précision de la menace), d'une piste nationale ou internationale ; l'incertitude entretenue plaide pour que l'hypothèse d'une gigantesque intoxication ou manipulation doive être considérée.

2. LA MANIPULATION

C'est une constante du discours extrémiste d'englober dans sa stratégie l'existence reconnue d'une « liberté d'expression »

qui crée de fait une « obligation d'en débattre » et de reconnaître le caractère « licite » de quelque opinion que ce soit, en restant libre de la désavouer… « les chambres à gaz n'ont pas existé ? Bon, débattons-en, à ma droite X, à ma gauche Y qui représente la thèse inverse… »

Mais avec l'affaire Robert Redeker le débat a changé de nature, car une étape a été franchie qui consiste à court-circuiter même l'obligation d'apprécier la thèse en présence, pour consacrer ses efforts seulement à la défense de la liberté d'expression de son auteur ! Il est vrai que la thèse aurait du mal a trouver des défenseurs crédibles aux yeux de l'opinion comme des érudits sur le sujet de l'Islam ! « Ne parlons donc pas de ses thèses islamophobes délirantes, unissons seulement nos efforts pour la défense de leur auteur menacé, même sans trop bien savoir par qui…Et si ce texte a suscité la colère de fanatiques, c'est donc qu'il était juste de les dénoncer ! CQFD », Redeker : un ; Raison : zéro !

3. LES CONSEQUENCES PREVISIBLES

Pour comprendre l'importance de ce « glissement » il nous faut nous rappeler que lorsque les intellectuels se sont mobilisés pour contrer, dans le passé des thèses révisionnistes ou négationnistes, il s'agissait de ne pas étouffer ou déformer une vérité historique passée. L'article de Redeker, lui, même s'il se réfère à une fausse connaissance du Coran, s'exprime en fait dans et pour le temps présent et le temps à venir ; il pose une affirmation qui est un acte de guerre dans un choc des civilisations dont nous ne vivons que les premiers soubresauts. Ce choc se prépare, par les armes et par les mots.

Nous savons l'existence authentique de forces en présence que personne ne songe à nier ; celles d'un islam perverti extrémiste mais encore ultra-minoritaire et celles de l'axe du bien autoproclamé porteur de valeurs de la civilisation judéo-

chrétienne. Les deux sont prêts à incendier la planète, certains, dont Redeker croient ce choc inéluctable et contribuent à la « diabolisation » de l'Islam tout entier pour faire accepter le pire au plus grand nombre.

Lorsque nos intellectuels les plus médiatiques se sont solidarisés avec la frange la plus intolérante de la pensée occidentale, c'est bien cette image globale (et non celle d'un paradis de la liberté d'expression !) qu'ils ont donné au reste du monde, comme un immense « quitus » à tous ceux qui militent pour le choc des civilisations.

Mais les premières victimes des écrits de Robert Redeker et du soutien inconditionnel qui lui est apporté par beaucoup ne seront pas les islamistes ; ce seront les très nombreux musulmans ou intellectuels éclairés qui n'épousent pas leurs thèses et luttent dans ce monde complexe pour faire sortir des peuples entiers de la théocratie et de l'obscurantisme par certains entretenu.

Ceux qui en Islam ont compris que les «lumières » d'occident ne sont ni éloignées ni incompatibles avec les « lumières » d'Islam, ignorées chez nous par le plus grand nombre, auront à répondre sur leur vie de la haine répandue par Robert Redeker et ses soutiens. **Le pire, qui doit être admis, est que l'élimination programmée de ces « modérés » est au centre de la stratégie des uns comme des autres**. Le choc des civilisations annoncé par tous les néoconservateurs militaristes de la planète n'est pas une option de progrés espéré mais une option de confrontation armée considérée comme inévitable.

Robert Redeker, par ses écrits antérieurs et actuels, est un soldat de ce combat. La question qui est posée à tous d'un soutien voulu inconditionnel n'est pas une question philosophique, c'est une question politique.

Notre choix « pour Redeker » peut paraître peu signifiant et

allant de soi dans nos salons mondains. Mais pour ceux qui luttent contre l'intolérance dans des lieux ou la connivence n'est pas de mise entre penseurs aux opinions divergentes, mais ou les minoritaires et démocrates sont en danger de mort permanent, ce choix peut être une sentence fatale au motif même des liens établis avec une forme de la pensée occidentale qui a porté au cours des siècles le germe de la plupart des mouvements d'émancipation.

Nous sommes tous comptables, au nom même des idées que nous prétendons défendre, de la vie de tous ceux qui sur d'autres rives ne nous haïssent pas et ne peuvent comprendre notre venin ou notre lâcheté. Soutenir RR c'est clairement consentir au sort fait à ceux là dont le sort, déjà et pour longtemps, semble nous être étranger.

La démocratie d'opinion n'a t'elle pas généré une philosophie de la protection ? Une philosophie qui pour affirmer sa liberté dénonce ce qui serait susceptible de l'entraver ? Cette évolution peut même contribuer à cautionner, paradoxalement, des lois liberticides.

Ce que nous observons n'est-il pas l'extinction de tout débat sur la responsabilité des intellectuels ? Ces débats qui en un autre temps ont séparé et parfois réunis Jean Paul Sartre et Raymond Aron, seraient-ils encore possibles aujourd'hui ? Lequel de ces deux penseurs aurait osé stigmatiser l'autre en le menaçant de complaisance envers une « islamisation des esprits », simplement pour avoir tenté de poser la raison en avant de la passion ?

Au stade ou nous en sommes arrivés, en sortant ce n'est pas la peine d'éteindre la lumière ; l'ampoule a déjà rendu l'âme…

Comme tant d'autres philosophes qui se voulaient médiatiques, Robert Redeker souhaitait obtenir par sa tribune « son quart d'heure de célébrité » comme disait Andy Warhol ; sans imaginer qu'en s'auto-désignant expert en islam, il allait se

prendre les pieds dans le tapis et être placé devant la responsabilité d'un acte qu'il croyait de pure forme. Le marketing des idées a aussi ses revers, comme une mauvaise pub qui fait un « flop ».

La réalité de la détresse de Redeker ne semble pas faire de doute, qui n'était pas préparé par son statut d'intellectuel, à devoir vivre en clandestin selon les conseils que lui prodigue la DST. Mais les victimes de son attitude sont aussi son épouse et ses enfants que nul ne songe à soutenir et qui le méritent pourtant, totalement victimes, eux, de cette surenchère sécuritaire qui devrait cesser dans l'intérêt de tous.

CONCLUSION PROVISOIRE

Cet événement d'une importance factuelle dérisoire **représente en réalité un événement majeur**, révélateur d'un glissement de nos perceptions qui nous fait **banaliser l'intolérance**. On peut y voir l'effet de « la peur » qui a saisi nos sociétés depuis le 11 septembre 2001. On peut aussi y voir l'impact d'une **sournoise propagande au quotidien** qui travaille pour **banaliser aussi bien le découpage du monde en un axe du bien et un axe du mal**, légitimant toutes les lois sécuritaires et les guerres préventives. Il est dans ce contexte attendu que les intellectuels ne soient au service que d'une seule cause qui sert les intérêts de l'occident ; ceux d'entre eux qui tenteraient de garder une pensée « universaliste » sont suspects et discrédités, assimilés au camp déjà désigné ennemi !

Robert Redeker, dans sa sincérité délirante et sa phobie voyait partout une « islamisation des esprits » ; en réalité ce que cet événement a révélé c'est tout le contraire, c'est une ISLAMOPHOBISATION massive des esprits !

Parce que les mots « tuent » il ne faut banaliser aucun discours excessif. Le tribunal de Nuremberg n'a pas jugé des

combattants de terrain qui auraient survécu à leurs crimes, il a jugé les penseurs et les instigateurs de ces crimes qui avaient élaboré une idéologie faisant de l'intolérance un dogme.

Il est fait appel à Voltaire en omettant de dire qu'il n'a jamais préconisé de taire la critique, mais seulement de la fonder sur la raison et non sur la force. Qui peut imaginer qu'un Voltaire aurait signé un soutien inconditionnel à une thèse dont il aurait détesté le contenu, sans engager toute son énergie d'abord pour la combattre. C'est ce que semblent avoir collectivement oublié nombre de ceux qui croient devoir donner leur bénédiction laïque à des propos islamophobes détestables. Tous ceux la sont déjà formatés à une pensée de l'intolérance qui pourrait bien mener le XXI ème siècle vers la tragédie.

Rares sont ceux qui s'interrogent, comme **Mohammed Arkoun** dans « Histoire de l'Islam en France » (Albin Michel 2006) sur l'émergence de l'islamisme mais aussi sur la **construction médiatique de l'islamophobie**. Assurément un ouvrage tel que celui là doit paraître insupportable à tous les annonciateurs du « Choc des civilisations ». Il se pourrait que la survie même de notre société dépende de notre capacité à reconquérir une pensée obscurcie, non par l'islam, mais notre peur de voir s'ébranler nos dogmes hégémoniques et nos certitudes intellectuelles.

EPILOGUE

Pendant que nos pseudo-intellectuels médiatiques font de la surenchère pour soutenir l'un des leurs engagé dans un combat douteux, le **7 octobre 2006** à Moscou tombait sous les balles la journaliste et écrivaine **Anna Politkovskaïa** dont une part de la vie a été consacrée à témoigner du sort fait au peuple tchétchène.

La Tchétchènie, cette ex-république musulmane de l'ex-empire

soviétique est soumise à la folie d’une Russie **gangrenée par** la xénophobie, le racisme et particulièrement **l’islamophobie**. Anna Politkovskaïa défendait admirablement cette cause, non en soutien de la forme de ses combats, sachant refuser toutes les complaisances dans les deux camps, mais en soutien et par essence même d’une exigence de justice. Le racisme était totalement étranger à sa pensée et elle était libre de toute aliénation, philosophique, politique, matérielle ou religieuse ; pour cela elle était intolérable pour le pouvoir en place. Les tueurs ne lisaient certainement pas le Figaro ; mais pour exécuter un meurtre politique il faut à la fois mettre une arme au poing d’un homme et aussi lui vider le cerveau en l’abrutissant de discours haineux.

Nos frères tchétchènes seront demain plus seuls qu’hier, non seulement du fait de la volonté de Moscou, mais aussi parce que rendus plus vulnérables par le meurtre d’une femme libre dont la vie était consacrée à délégitimer tous les discours haineux «rédékériens » qui ne sont rien d’autre que des cautions avant meurtre.

Puisse cet événement contribuer à clore chez nous un débat ouvert après une sinistre tribune du Figaro dont le journal lui-même s’est désolidarisé.

Le seul débat qui doive être poursuivi, on peut même dire réouvert, c’est celui de la responsabilité des intellectuels face au monde réel, celui des enjeux de domination ou de résistance, d’aliénation ou d’émancipation humaine.

Qu’est-ce qui définit un juif et ses droits ?

Article de Robert THOMPSON publié en octobre 2006 sur le site de Michel Collon .

L’auteur est avocat honoraire au barreau de Boulogne-sur-mer. Il se présente comme « chrétien catholique engagé et pratiquant » et s’intéresse de longue date à la cause palestinienne et à la question du sionisme.

La thèse soutenue dans ce texte est que le sionisme est au fond une idéologie anti-sémite qui se fonde sur l’idée d’une race juive, idée chère à Hitler et portée aujourd’hui par le CRIF.

« ***Tristement, le CRIF est tombé entre les mains de voleurs, d’oppresseurs et d’assassins, que se réclamement du sionisme, et la vocation du cet organisme, qui devait représenter dans tous les domaines les Français de confession juive, en souffre beaucoup. Il a de grandes difficultés à remplir ces fonctions utiles, tellement il est tributaire de ces forces anti-démocratiques, et – pour utiliser un de leurs mots fétiches – anti-sémites, dans le sens que ceux qui sont anti-arabes.*** «

Quelle est la vocation du CRIF ?

Ces idées viennent du 2 octobre 2006, Yom Kipour, le jour du grand pardon célébré par tout véritable juif, quand il demande pardon pour tous ses péchés de l’année écoulée.J’ai eu une pensée amicale pour nos concitoyens juifs, qui sont si souvent

injustement accusés de ne pas être des français à part entière, et à ceux qui prétendent les représenter au sein de la nation.

Le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France), l'organe officiel de la communauté juive de France pourrait devenir fort utile, non seulement à cette communauté, mais également à la nation, s'il se limitait à sa vocation qui est double :
– en premier lieu, il doit rassembler les divers courants du judaïsme français, surtout les orthodoxes et les libéraux, pour mieux les représenter dans leurs contacts avec toute autre communauté religieuse du pays, avec les autorités de l'Etat et avec leurs concitoyens en général ;
– deuxièmement, il peut agir pour créer, et maintenir, des liens avec leurs co-religionaires partout dans le monde.

Je suis heureux, en tant que chrétien catholique pratiquant et engagé, de bénéficier d'un tel organe sous la forme de notre Conférence des Evêques de France, qui parraine des organisations non seulement pour nous réunir, mais en outre pour nous mettre en contact ensemble avec les autres communautés, et avec l'Etat. De telles activités sont totalement conformes à notre devise nationale, puisqu'elles donnent une force accrue à la Liberté, à l'Egalité, à la Fraternité, dans notre vie de tous les jours.

Mais, tristement, **le CRIF est tombé entre les mains de voleurs, d'oppresseurs et d'assassins, que se réclamement du sionisme** , et la vocation du cet organisme, qui devait représenter dans tous les domaines les Français de confession juive, en souffre beaucoup. Il a de grandes difficultés à remplir ces fonctions utiles, tellement il est tributaire de ces forces anti-démocratiques, et – pour utiliser un de leurs mots fétiches – anti-sémites, dans le sens que ceux qui sont anti-arabes.

Les dirigeants du CRIF, à la suite de leurs maîtres sionistes,

semblent avoir accueilli des idées venant du dix-neuvième siècle, en acceptant les propos de l'allemand Wilhelm Marr, le fondateur de la Ligue Anti-sémite, lesquelles idées ont servi à fournir des arguments aussi racistes au Hongrois, Theodor Herzl, le mieux connu des fondateurs du sionisme. Marr a inventé **l'idée d'une race juive** , une thèse acceptée par la suite par Herzl et adoptée – avec joie – par Adolf Hitler.

Selon cette thèse, tout juif est défini non pas par les critères rabbiniques, mais par la descendance physique d'ancêtres juifs – ou par la conversion – sans le moindre souci que cette personne suive ou non les enseignements du judaïsme. Ainsi est né l'idée du juif séculaire, qui se sent membre de la tribu juive, mais qui n'a aucune intention de vivre en juif.

Soyons clairs, les juifs de France ont les mêmes droits de citoyenneté et les mêmes devoirs que tout autre français, qu'il soit chrétien, musulman, d'une autre religion ou sans appartenance religieuse, et ils ont – il me semble – de ce fait un devoir de réfléchir à tout ce qui peut arriver si l'on revient aux idées inspirées par Marr, Herzl et Hitler. Mais, les dirigeants du CRIF réclament le droit de défendre l'Etat sioniste, même contre les intérêts de leur propre pays, et ils se sont ainsi arrogé le droit d'ingérence en Palestine. Ils sortent ainsi de leur vocation française pour soutenir l'occupation d'un autre pays, sur un autre continent, par les envahisseurs sionistes du pays en question.

Il me semble juste de demander à toute personne qui soutient le CRIF d'expliquer pourquoi il fut le comble de l'horreur de voler, d'opprimer et d'assassiner des gens parce qu'ils furent censés être juifs, mais qu'il est acceptable en Palestine occupée de traiter les habitants de la même façon parce qu'ils ne sont pas censés – par les critères identiques, aux termes des « lois » dites d'Aliyah – être juifs. Personnellement, je condamne les sionistes et je leur applique les mêmes critères que j'applique aux nazis. Tout simplement, je rejette toute

forme de ce genre de discrimination fondée sur la couleur de la peau, l'ethnie ou l'appartenance religieuse. Il est inacceptable d'appliquer des critères variables face aux mêmes thèses de supériorité raciale par lesquelles tout autre homme, femme ou enfant fait partie de la classe des Untermenschen. Il faut condamner le sionisme comme nous avons condamné l'apartheid sud-africain, et pour les mêmes motifs.

Il est impossible de voir en quoi le comportement des sionistes correspond aux enseignements du judaïsme, car, loin de représenter un désir de pardon, il ne témoigne que d'un désir de saisir par la force une terre qui appartient à un peuple qui n'avait aucune part dans les agissements anti-juifs en Europe. Certains commentataires arabes ont raison de faire la comparaison du sionisme avec les terribles erreurs du passé de ceux qui ont fait des Croisades une excuse pour aller piller la Terre Sainte, sans le moindre souci de la volonté des habitants de vivre en paix. Je me souviens bien de ce que m'ont dit des amis chrétiens en Syrie au sujet des Croisades. Ils m'ont informé que la population entière a résisté aux envahisseurs étrangers, et que cela explique pourquoi au sein de la résistance populaire contre les Croisés servaient non seulement des arabes musulmans, mais également d'autres qui furent chrétiens et juifs. Nous venons de voir le reflet de ceci au Liban, où la résistance du peuple libanais, quoique menée surtout par le Hizbollah chiite, a reçu l'approbation et le soutien populaire de gens de toute confession.

Tout juif doit avoir le droit d'aller visiter Jérusalem et tous les autres hauts-lieux du judaïsme, mais pour ce faire, il n'est pas nécessaire d'en exclure les autres branches de la famille d'Abraham, les chrétiens et les musulmans. En outre, il est évident **qu'il n'existe aucune raison d'instaurer un « état juif » où que ce soit dans le monde** . Comme j'ai souvent écrit, je considère que la taille maximum d'un état limité à une seule religion est atteinte par le Vatican. Je ne vois non plus la moindre justification pour la création de

quelque pays que ce soit où il existe deux classes de citoyens, et où la « purification ethnique » puisse être une pratique courante. Personne ne peut me persuader qu'il est juste qu'un soi-disant juif – suivant bien sûr la définition établie par Marr, Herzl, Hitler et le Knesset – puisse venir de New York ou de Buenos Aires et avoir le droit de déplacer un bédouin du Naqab, dont la famille a vécu dans le même village non-reconnu depuis des siècles.

J'espère que les électeurs français, lors de la campagne présidentielle, poseront des questions aux hommes et aux femmes politiques – qui adorent se présenter aux diverses manifestations organisées par le CRIF – au sujet de ce qu'ils ou elles pensent de cet organe devenu surtout le porte-parole des sionistes. S'ils répondent, comme il est souvent le cas, « Israël a le droit de se défendre », il est temps pour tout démocrate de leur refuser le vote, car, quoique tout peuple a le droit de se défendre, aucun n'a le droit d'envahir un autre pays ni d'opprimer se habitants. L'état d'Israël, tel qu'il existe actuellement, n'a rien à défendre que son butin, et j'espère qu'un jour la Palestine historique deviendra un pays où chaque citoyen bénéficiera des mêmes droits et aura envers son état les mêmes devoirs sans distinction de religion ni de race. Soyons pas dupes du slogan stupide, selon lequel il s'agit de la seule démocratie au Proche Orient. Cela n'est vrai que si l'on approuve la démocratie des grecs de l'antiquité, où les citoyens avaient des esclaves, ce que sont devenus les gens de deuxième zone sans aucun droit sous la domination des sionistes.

source : http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2006-10-05%2006:20:49&log=invites

Au delà de toute comparaison

Article de **Gilad Atzmon** du 10 août 2006

Traduit de l'anglais par M. Charbonnier et révisé par F. Giudice, membres de Tlaxcala www.tlaxcala.es réseau de traducteurs pour la diversité liguistique.

L'auteur est un musicien de Jazz, né en Israël en 1963 et exilé en Angleterre. Il a dernièrement composé la musique du dernier documentaire de Simone Bitton « Le mur » qui a obtenu le Grand Prix du Festival international du documentaire de Marseille 2004.

« L'action militaire israélienne est une agression injustifiée, effectuée dans un style digne d'Hitler, d'une manière fasciste. » **Hugo Chávez** , Président de la République bolivarienne du Venezuela

« A l'évidence, le Président Chávez a bien besoin de reprendre contact avec la réalité en ce qui concerne le conflit au Moyen-Orient. » **Abraham H. Foxman** , Directeur national (pour les USA)de l'Anti-Defamation League

Il y a incontestablement une tendance, chez nous tous – nous, les détracteurs d'Israël et du sionisme. A tout bout de champ, nous comparons Israël au Troisième Reich ; nous identifions l'armée israélienne – « Tsahal » – à la Wehrmacht ; nous trouvons une ressemblance entre les tactiques de l'aviation israélienne et les techniques du blitz de la Luftwaffe ; à l'occasion, nous associons les crimes de guerre de Sharon et

d’Olmert à ceux d’Hitler. Je suis moi-même tombé dans ce piège, tête la première, à maintes reprises. Mais maintenant, ça y est, j’ai réagi : il faut qu’un terme soit mis à cette manière de s’exprimer, une bonne fois pour toutes !

Voir en Hitler le Mal absolu, cela revient tout simplement à capituler devant le discours siono-centriste. Considérer Hitler comme l’homme le plus perfide et le Troisième Reich comme l’incarnation du mal, cela n’a d’autre résultat que de sauver la mise à Israël. Comparer Olmert à Hitler, cela revient à fournir à Israël et à Olmert un bouclier moral. Cela maintient Hitler en tête du peloton, et cela permet à Olmert de se planquer juste devant la voiture balai.

Ma mère, qui est vraiment très clairvoyante, m’a coincé, un jour, il y a de cela bien des années… Je m’en souviens très bien. Elle m’a demandé : « Dis-moi, Gilad, pourquoi diable, tes amis et toi, vous éprouvez toujours ce besoin de comparer Israël aux Nazis ? Israël n’est pas assez horrible sans cela ? »

Sur le coup, j’ai trouvé son observation plutôt amusante, mais l’intuition cynique de ma mère était tout à fait pertinente. En effet, Israël est « assez horrible comme ça ».

Israël a d’ores et déjà démontré une interprétation unique en son genre de la notion de rouerie qui a réussi à surpasser tout autre mal. Il est grand temps que nous intégrions le fait qu’Israël et le sionisme sont le Mal absolu, sans aucun point de comparaison. Et si cela ne suffisait pas, rappelons que, contrairement au nazisme, qui appartient au passé, la malignité du sionisme est un crime qui continue à se dérouler, en empirant. Chávez avait, de toute évidence, le droit le plus absolu de déclarer ce qu’il a déclaré. Cependant, que l’adorable président du Venezuela me permette de lui rappeler qu’Hitler n’a jamais détruit par bombardements un quelconque pays en l’absence d’un quelconque motif. Or, c’est exactement ce que les Israéliens sont en train de faire depuis quatre

semaines au Liban, et c’est ce qu’ils font, depuis des années et des années, à Gaza. Le spectacle du carnage et de la dévastation au Liban ne laisse aucune place au doute. La brutalité israélienne actuelle n’est rien d’autre que le mal pour le mal, une punition impitoyable. Israël est une réincarnation collective dévastatrice du Samson de la Bible. Israël est une réédition de l’homme tuant femmes, enfants et vieillards, c’est ce maître victorieux des représailles aveugles et arbitraires, tellement récurrent dans la Bible [que cela en devient lassant].

Depuis de longues années, les progressistes politiquement corrects qui se présentent eux-mêmes comme de gauche insistent à nous raconter que l’agression israélienne doit être analysée en termes d’expansionnisme colonial. Cette ligne de pensée continue à être propagée par quelques militants pacifistes juifs, un peu partout dans le monde. La raison est simple : aussi longtemps qu’Israël continuera à être considéré comme un État colonial, ils pourront continuer à appliquer au conflit moyen-oriental leur paradigme marxiste orthodoxe archaïque – remontant au dix-neuvième siècle. De plus, si Israël était bien effectivement une force coloniale régionale expansionniste, alors il n’y aurait rien de catégoriquement mauvais, chez les Israéliens ; ils seraient tout simplement comme l’étaient les Britanniques, avec un petit demi-siècle de retard, voilà tout…

Délirant ! L’interprétation surannée que nous venons d’évoquer est fondamentalement erronée et délibérément trompeuse. De plus, elle n’est plus applicable, même plus en tant que feuille de vigne à usage d’un « politiquement correct » judéocentrique. Il suffit de regarder la dévastation semée par l’aviation de guerre israélienne, de contempler la mort et le carnage au Liban : il n’y a plus l’ombre d’un doute, ce qui est en train de se passer n’a strictement rien à voir ni avec le colonialisme, ni avec l’expansionnisme. Le Liban et Beyrouth n’ont jamais fait partie des aspirations au

Lebensraum des sionistes. C’est exactement le contraire qui est vrai : jusqu’à la fin des années 1960, les Israéliens étaient absolument persuadés que le Liban serait le premier pays arabe à faire la paix avec l’État juif. Israël n’a jamais eu aucune visée sur le territoire situé au Nord de la rivière Litani et, malgré cela, Israël a désormais détruit absolument tous les ponts, tous les aéroports, toutes les stations électriques du Liban. Les hôpitaux sont bombardés, des villages et des quartiers entiers ont été rayés de la carte, un millier de civils libanais ont perdu la vie et plus d’un million de citoyens libanais sont déplacés et sans abri.

Maintenant, ça suffit : il faut se lever et dire qu’à la différence des Nazis, qui respectaient les autres mouvements nationalistes – y compris le sionisme – Israël n’a strictement aucun respect pour quiconque, y compris ses voisins de palier. Il faut prendre conscience du fait que le comportement israélien est le summum de la barbarie biblique, après lequel il n’y a plus que le cannibalisme. Israël n’est rien d’autre que le mal pour l’amour du mal. C’est une perversion sans aucune comparaison.

Dès lors, entre Israël et les Nazis, il n’existe plus la moindre différence qui permettrait de procéder, à proprement parler, à une comparaison. Et si comparaison il devait y avoir, ce serait alors les Israéliens qui remporterait le championnat de la brutalité, pour des raisons évidentes. L’Allemagne nazie était une tyrannie, alors qu’Israël est une démocratie, gouvernée par un gouvernement d’union nationale majoritairement de centre gauche. Si nous n’avons à notre disposition aucun instrument objectif précis permettant de mesurer l’approbation des crimes nazis par le peuple allemand (pour commencer, les Allemands n’étaient pas informés des crimes homicides nazis. Ensuite, il n’existait en Allemagne, à l’époque, aucun organisme de sondage indépendant), la population israélienne, elle, approuve collectivement les crimes de son gouvernement au Liban, et ce fait est

surabondamment attesté par une foultitude de sondages.

Les nazis étaient certes des expansionnistes au sens propre du terme : ils s'efforçaient de s'emparer de villes et de territoires intacts.

Les bombardements en tapis et la destruction de quartiers entiers densément peuplés, tellement tendance chez les militaires et les hommes politiques israéliens (ainsi qu'anglo-américains), cela n'a jamais fait partie de la tactique, ni de la stratégie des Nazis. Apparemment, Israël ne cherche pas à s'emparer du Liban ; les Israéliens ne semblent pas être intéressés par le territoire libanais. Non : tout ce qu'ils veulent, c'est démolir le Liban ! On peut se perdre en conjectures sur ce qu'ils cherchent véritablement ? De fait, personne, ni en Israël, ni où que ce soit ailleurs, du reste, ne le sait.

Veulent-ils démanteler le Hezbollah ? Assurément, ils ont réussi à faire exactement le contraire ! Leur impression que le Hezbollah ne serait qu'une petite faction de miliciens fondamentalistes minoritaires du point de vue religieux et qu'on aurait pu éliminer sans effort notable s'avère être une thèse ridicule, et cela est confirmé à chaque jour qui passe. Non seulement le Hezbollah a démontré qu'il est une force avec laquelle il faudra compter, mais il est aujourd'hui soutenu par 85 % des Libanais, y compris chez les chrétiens [dont 80 % soutiennent le Hezbollah .]

Israël veut-il conserver sa puissance de dissuasion ? Là encore, il a réussi à faire exactement le contraire. Désormais, tout Arabe sait que l'armée israélienne n'est plus si formidable et glorieuse que ça. De fait, les photos des godillots de soldats israéliens abandonnés sur le sol libanais en disent très long. Dans cette guerre, c'est le soldat israélien qui se débarrasse de ses rangers pour pouvoir courir plus vite tenter de sauver sa peau.

Israël veut-il assurer la sécurité de ses centres peuplés ? Il a, de toute évidence, réussi à faire exactement le contraire. Plus Israël détruit l'infrastructure du Liban, plus sont intenses les tirs de barrage de roquettes qui s'abattent sur les villes israéliennes. De fait, le moment où Tel Aviv pourra se faire une petite idée de ce à quoi ressemble la vie à Gaza et à Beyrouth n'est plus qu'une question de temps. Oui, c'est un fait : Israël n'a ni plan, ni stratégie ; en lieu et place, il pratique la forme la plus vile de zèle barbare collectif. Les Israéliens démolissent pour le plaisir de détruire. Israël est bien, en effet, un mal incomparable.

Néanmoins, force nous est bien d'admettre que les Nazis ont eu un succès assez remarquable pour ce qui est de provoquer un certaine outrage international. En-dehors du monde germanique [et de l'aristocratie britannique, ne l'oublions pas…], peu de gens aimaient Hitler.

En revanche, le cannibalisme israélien est absolument adulé par certains dirigeants occidentaux, et ce sont Blair, Bush et même Merkel qui ont trop peur pour s'opposer à la barbarie sioniste. Alors que le nazisme a été vaincu douze ans après son accession au pouvoir, la brutalité sioniste est une boule de neige d'une haine repoussante, qui ne connaît ni limites ni fin. Cette boule de neige de haine roule sur l'Occident, y recrutant les forces les plus détériorées sur le plan moral qu'elle y rencontre sur son passage, qu'il s'agisse de Blair et de son engeance ou de fondamentalistes chrétiens extrémistes américains. Le sionisme vise à faire de notre Planète un champ de bataille ensanglanté. Pour le moment, il est en train de transformer les institutions de l'Onu en une marionnette néoconservatrice américaine.

Il est grand temps de reconnaître que les sionistes sont au centre même de ce qu'on appelle le « clash entre cultures ».

Alors que le Nazisme était un mouvement nationaliste expansionniste aux ambitions extensives, mais néanmoins

limitées, les lobbies sioniste et israélien tentent de remettre au goût du jour l'idée d'une croisade planétaire, au nom d'une guerre de religion très bizarre (censée opposer on ne sait trop quels « judéo-chrétiens » aux musulmans). Si nous voulons sauver le monde, si nous voulons vivre sur une planète humaine, nous devons nous concentrer sur le pire ennemi de la paix, sur ces ennemis qui sont roués pour le plaisir de faire le mal : j'ai nommé l'État d'Israël et le sionisme mondial.

Il est plus que temps de sortir du placard et de dire tout cela, et à haute et intelligible voix. Israël et le sionisme mettent le monde en danger. Ce ne sont pas « seulement » le Liban, la Palestine et les Arabes, qui souffrent. C'est désormais la Grande-Bretagne et l'Amérique qui sont entraînées dans une guerre stupide. C'est l'ensemble de l'Occident qui se voit sommé de tenter de sauver ce que les Israéliens n'ont pas fini de bousiller au Liban.

Nous devons tous nous dé-sioniser, tant qu'il en est encore temps !

Nous devons comprendre que c'est Israël qui incarne le Mal absolu, et non pas l'Allemagne nazie. Abe Foxman et l'Anti-Defamation League ont raison – une fois n'est pas coutume : nous avons tous besoin de reprendre contact avec la réalité.

Nous ne devrions plus jamais comparer Israël à l'Allemagne nazie.

Dans la course à l'horreur, nous devons désormais laisser Israël prendre la tête du peloton, et la conserver…

Sources :
Article original sur le site de Gilad Atzmon
Traduction de Marcel Charbonnier, révisée par Fausto Giudice, sur le site de Tlaxcala.

I am with Terrorism

Poème de **Nizar Qabbani** (1923-1998).

L’auteur était un syrien, poète et diplomate. « I am with terrorism », publié le 15 avril 1997 dans Al-Hayat, est un de ses derniers poèmes.

On nous accuse de terrorisme
quand nous défendons la rose et la femme,
la poésie aux vers si puissants et le bleu du ciel.
Cette « autorité » avec rien dedans :
pas d’eau, pas d’air,
pas une tente, pas un chameau,
pas même de noir café arabica !!!

On nous accuse de terrorisme
quand nous refusons de mourir
sous les bulldozers d’Israël
qui déchirent notre terre et notre histoire,
notre Bible et notre Coran,
qui déchirent les tombes de nos prophètes.
Mais quand tel est notre péché,
qu’il est noble, ce terrorisme !

On nous accuse de terrorisme
quand nous refusons d’être effacés
de la main du Mogol, des Juifs et des Barbares,
quand nous jetons des pierres
dans les vitres du Conseil de sécurité
après que le César des Césars s’en est emparé.

On nous accuse de terrorisme
quand nous refusons de discuter avec le loup
et de serrer la main de la grande putain.
Amrika,
face aux cultures des peuples,
tu n’as pas de culture.
Face aux civilisations des civilisés,
tu n’as pas de civilisation.
Amrika au si puissant édifice,
tu n’as même pas de murs !

On nous accuse de terrorisme
quand nous refusons cette époque
où Amrika a mis sa folie,
sa richesse, sa puissance,
au service d’Israël.

On nous accuse de terrorisme
quand nous jetons une rose
sur Jerusalem,
sur al-Khalil,
sur Gaza,
sur an-Nasirah,
ou quand nous apportons pain et eau
à Troie assiégée.

On nous accuse de terrorisme
pour avoir élevé la voix
contre les régionalistes parmi nos dirigeants.
Tous ont changé d’allure :
de partisans de l’union
ils sont devenus hommes d’affaires.

Quand nous commettions cet atroce délit de culture,
quand nous nous révoltions contre les ordres du grand calife
et contre le siège du califat,
quand nous apprenions la jurisprudence et la politique,
quand nous rappelions Dieu

et que nous lisions la sourate al-Fatah
[le chapitre qui parle précisément de la conquête],
quand nous écoutions le sermon du vendredi,
c’est alors que nous étions bien imprégnés
de l’art du terrorisme !

Nous sommes accusés de terrorisme
quand nous défendons la terre
et l’honneur de la poussière qui la couvre,
quand nous nous révoltons contre le viol des peuples
et du nôtre en particulier,
quand nous défendons les derniers palmiers de notre désert,
les dernières étoiles de notre ciel,
les dernières syllabes de nos noms,
les dernières gouttes de lait du sein de nos mères.
Mais quand tel est notre péché,
qu’il est noble, ce terrorisme !

Je suis avec le terrorisme
quand il peut me sauver
de ces immigrés de Russie,
de Roumanie, de Hongrie, de Pologne.
Ils se sont installés en Palestine,
ont posé les pieds sur nos épaules
pour nous voler les minarets d’al-Quds
et la porte d’Aqsa,
pour voler les arabesques et les coupoles.

Je suis avec le terrorisme
quand il veut libérer le Messie, Jésus de Nazareth,
et la vierge, Meriam Betula, et la cité sainte
des ambassadeurs de la mort et de la désolation.

Naguère encore,
la rue nationaliste était ardente
comme un cheval sauvage,
les rivières abondaient de l’esprit de la jeunesse.

Mais après Oslo,
nous n’avions plus de dents :
aujourd’hui, nous sommes un peuple aveugle et perdu.

On nous accuse de terrorisme
quand nous défendons de toutes nos forces
notre héritage poétique,
le rempart de notre nation,
notre civilisation rose,
la culture des flûtes de nos montagnes
et les miroirs reflétant des yeux noircis.

On nous accuse de terrorisme
quand nous défendons nos écrits,
l’azur de notre mer
et l’arôme de l’encre, .
quand nous défendons la liberté du mot
et la sainteté des livres.

Je suis avec le terrorisme
quand il est capable de libérer un peuple
des tyrans et de la tyrannie,
quand il est capable de sauver l’homme
de la cruauté même de l’homme,
de rendre les citronniers, les oliviers
et les oiseaux au Sud du Liban,
de rendre son sourire au Golan.

Je suis avec le terrorisme
s’il peut me délivrer
du César de la Judée
et du César de Rome.

Je suis avec le terrorisme
aussi longtemps que ce nouvel ordre mondial
sera partagé en parts égales
entre Arrika et Israël.

Je suis avec le terrorisme

avec toute ma poésie,
avec tous mes mots
et avec mes dents
aussi longtemps que ce nouveau monde
sera aux mains d'un boucher.

Je suis avec le terrorisme
si le sénat américain
applique ses jugements, ses décrets,
ses récompenses, ses châtiments.

Je suis avec l'irhab (le terrorisme)
aussi longtemps que ce nouvel ordre mondial
détestera l'odeur des Arabes.

Je suis avec le terrorisme
aussi longtemps que le nouvel ordre mondial
voudra massacrer ma progéniture
et la donner en pâture aux chiens.

Pour tout ceci,
je le crie de toute ma voix :
Je suis avec le terrorisme
je suis avec le terrorisme
je suis avec le terrorisme !!!

Nizar Qabbani
Londres, 15 Avril 1997

Traduit et adapté de l'anglais par J.M. Flémal

De l’arrogance à l’humiliation ou la défaite d’Israël au Liban

Analyse du CAP de la déroute israélienne au Liban pendant l’été 2006.

Depuis près de 60 ans, le Peuple palestinien est toujours debout contre l’infernale machine de guerre juive. La même logique prévaut au Liban. Depuis l’invasion de ce pays en 1982, jamais la résistance libanaise n’a cédé. Le mythe de l’invincibilité de l’armée coloniale s’est effondré et les crimes commis au Liban ont rappelé la véritable nature de l’Etat sioniste.

Jamais la résistance palestinienne n’a baissé les bras malgré les ressources militaires (fournies par les Etats-Unis et l’Europe), financières (3 milliards de dollars sont versés par les USA chaque année), idéologiques (l’accès aux grands médias) dont dispose l’Etat colonial d’Israël. Au contraire, cette résistance en est sortie plus forte, plus unie, plus disciplinée. Au point que les Israéliens pensent que la résistance du peuple palestinien tient du miracle.

Depuis près de 60 ans, le Peuple palestinien est toujours debout contre l’infernale machine de guerre juive, créée en 1948 pour voler la terre, coloniser et faire disparaître le peuple palestinien.

Aujourd’hui l’occupant en vient même à organiser la famine à Gaza et en Cisjordanie, continue à massacrer la population et à kidnapper de nombreux représentants démocratiquement élus. La même logique prévaut au Liban. Depuis l’invasion de ce pays

en 1982, jamais la résistance libanaise n’a cédé. La défaite cuisante et historique que vient de subir l’entité sioniste usurpatrice en est une démonstration irréfutable. Non seulement, elle n’a pas récupéré ses deux soldats arrêtés sur le territoire libanais, mais elle n’a pas non plus réussi à détruire l’ossature de la résistance libanaise : le Hezbollah. Déjouant toutes les prévisions, ce dernier a infligé une leçon à Israël et à tous les Etats occidentaux et arabes qui ont soutenu cette agression coloniale contre le peuple libanais.

Bien mieux, le Hezbollah en est sorti renforcé et plus populaire que jamais. La seule réussite de l’Etat terroriste israélien est là aussi d’avoir miné ses propres bases et unifié le peuple libanais. En « Israël », l’heure est aux règlements de compte sur la conduite de cette guerre, les affaires en tous genres éclatent au grand jour.

Le mythe de l’invincibilité de l’armée coloniale s’est effondré et les crimes commis au Liban ont rappelé la véritable nature de l’Etat sioniste.

Cette sixième guerre menée contre un pays voisin est un pas de plus dans le processus d’autodestruction de l’Etat colonie. Il en fera d’autres dans ce sens, puisqu’il ne connaît que la logique de la force. Par trois fois, il a déjà violé la « cessation des hostilités » exigée par la résolution 1701 votée le 11 août 2006. **Pourtant cette résolution a été adoptée dans l’objectif de servir les intérêts israéliens : désarmer la résistance libanaise par des forces internationales sous l’égide de l’ONU.** Mais parmi les puissances européennes, il y a beaucoup d’hésitations. Et on les comprend car les terroristes ne sont pas ceux que l’on croit. D’un côté la résistance libanaise ne désarmera pas tant que la menace israélienne persistera et de l’autre, l’Etat colonial juif est connu pour ne respecter aucune résolution de l’ONU et n’a jamais hésité à tuer des casques bleus. Mais il ne faut pas être dupe sur les objectifs de cette résolution 1701 car les Nations Unies n’ont jamais envisagé d’envoyer une force de

protection du peuple palestinien contre les massacres perpétrés par les sionistes. Or il y a fort à parier qu'après la défaite au Liban et afin de satisfaire son opinion publique, Israël redouble de violence en Palestine.

Dans le cadre du projet « Grand Moyen-Orient », les USA et Israël ont pour ambition de mettre au pas les résistances populaires en morcelant les peuples de cette région sur la base d'appartenances religieuses ou ethniques. Le but est de diviser pour mieux régner afin de contrôler les riches réserves pétrolières. Mais ce plan impérialiste est contrecarré par les résistances en Palestine, au Liban, en Irak, en Afghanistan et en Iran.

Dans ce contexte, la victoire de la résistance libanaise fait enfin naître un espoir de voir disparaître le système colonial et raciste israélien, condition sine qua non à la justice et à la paix dans cette région du Monde.

COMITE ACTION PALESTINE

Israël : l'Etat de la guerre permanente

Tract et première analyse du CAP sur les évènements de l'été 2006 en Palestine et au Liban.
Aujourd'hui comme depuis près de soixante ans, l'Etat-colonie, nommé « Israël », sème la mort en Palestine comme dans tous les pays voisins

Après l'arrestation de trois soldats ennemis par la résistance palestinienne et libanaise en vue de les échanger contre les

10 000 prisonniers enlevés par l'armée coloniale, la machine à tuer israélienne a laissé libre cours à ses instincts : bombarder les civils et détruire, tout en faisant passer les Israéliens pour des victimes. Ce que les grands médias français dans leur servilité habituelle tentent de relayer. Certes, « la réaction est disproportionnée » expliquent ces médias, mais « les hostilités ont été déclenchées par le Hamas et le Hezbollah ». Sauf que les faits sont têtus et montrent que les différents bandits sionistes qui ont dirigé « Israël » depuis 1948 n'ont jamais cessé de terroriser le peuple palestinien et tous les peuples de la région.

Ainsi l'histoire d'Israël est jalonnée de crimes contre l'Humanité en Palestine

Les massacres de Deir Yassin en 1948, de Qibya en 1954, la dévastation de Jénine en 2002 et celle de Rafah en 2004, les tueries quotidiennes, le vol des terres à Gaza ou en Cisjordanie dévoilent le vrai visage de cet État colonial : il s'agit bel et bien d'une volonté de purification ethnique inscrite dans le projet sioniste, purification ethnique commencée en 1948 lorsque l'armée terroriste expulse près de 800 000 Palestiniens. Il y a aujourd'hui 5 millions de réfugiés pour la plupart entassés dans des camps. Le projet colonial israélien est de vider la Palestine de ses habitants arabes pour les remplacer par des juifs. Tout le reste n'est que discours destiné à rendre légitime cette politique génocidaire qui ne dit pas son nom.

Cette entreprise criminelle a atteint un stade ultime depuis la victoire des candidats du Hamas aux élections législatives du 25 janvier 2006 : il s'agit d'obtenir la reddition du peuple palestinien en le soumettant à un blocus économique qui le prive de ses ressources financières et des biens de première nécessité. A cet étranglement économique s'est ajouté le kidnapping par l'armée d'occupation de représentants palestiniens démocratiquement élus. Affamer et décapiter la résistance, telle est la stratégie politique d'une dictature

coloniale digne de ce nom.

Aujourd’hui, la stratégie de la terreur au Liban en rappelle d’autres

Après l’agression contre l’Egypte en 1956 et l’occupation de Gaza, Cisjordanie, Jérusalem –Est et du Golan syrien en 1967, « Israël » attaque pour la première fois le Liban en 1968. En 1978, il envahit le sud du Liban et quatre ans plus tard massacre plus de 20 000 civils libanais et 3000 réfugiés palestiniens à Sabra et Chatila.

Mais en 2000, l’Etat criminel d’ « Israël » est vaincu, humilié et éjecté hors du Liban grâce à la résistance conduite par le Hezbollah. C’est une défaite que l’entité sioniste n’a jamais digérée. Depuis cet Etat n’a eu de cesse de provoquer la guerre civile au Liban dans le but de soumettre ce pays à sa domination. Encore une fois c’est un échec et c’est ce qui explique la sauvagerie des bombardements israéliens actuels pour diviser et affaiblir le peuple libanais. Dans ce contexte de radicalisation, la plupart des dictatures arabes ont montré leur vrai visage : elles soutiennent la dictature coloniale israélienne contre les résistances populaires au Liban ou en Palestine qui pourraient s’étendre et les balayer un jour.

Les résistances libanaise et palestinienne sont sommées aujourd’hui par les Chirac, Olmert, Bush et consorts de déposer les armes, conformément à la Résolution 1559 votée à l’initiative de la France et des Etats-Unis. Parions que cette Résolution sera appliquée dès lors qu’Israël appliquera les dizaines de Résolutions de l’ONU, dont le droit de retour de tous les réfugiés et la fin de l’occupation en Palestine. Comment expliquer que les grandes puissances n’ont jamais poussé « Israël »à respecter ces Résolutions ? La réponse est simple : la dictature coloniale israélienne est leur gendarme dans le Moyen-Orient.

L’enjeu est le contrôle des réserves pétrolières de la région.

Plus globalement, l'enjeu est de maintenir la domination économique occidentale sur le reste du monde, c'est-à-dire sur la 4/5ème de l'humanité qui vit dans la pauvreté. La domination coloniale et néo-coloniale prévaut toujours.

Mais nous faisons confiance aux peuples et à leur capacité de résistance.

L'Histoire est de leur côté. La défaite américaine au Vietnam n'a pas été obtenue par une résolution de l'ONU mais grâce à la résistance héroïque du peuple vietnamien. Cuba résiste toujours malgré une quarantaine d'années d'embargo; le peuple vénézuélien et le peuple bolivien sont entrés dans la résistance face à la domination américaine. C'est toute l'Amérique latine, celle des classes populaires, qui peu à peu tient tête aux visées impérialistes des Etats-Unis. En Irak comme en Afghanistan, la résistance ne faiblit pas, bien au contraire, elle inflige des pertes toujours plus grandes à l'ennemi américain et à ses alliés.

Aujourd'hui il y a deux voies possibles : il y a celle de la résignation et de la soumission à un ordre mondial injuste et meurtrier et il y a celle de la résistance et de la solidarité entre les peuples. En Palestine occupée, le peuple Palestinien est toujours debout, uni depuis près de soixante ans contre l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre.

Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin.

Plus que jamais nous devons soutenir la lutte du Peuple Palestinien jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

La fin de l'occupation et le droit à l'autodétermination

Le droit au retour des réfugiés palestiniens chez eux

La libération de tous les prisonniers palestiniens

Articles parus dans la presse

Publié: Sun, 16-Jul-2006
Vues: 4361 fois

Articles de presse relatant les évènements liés à la venue d'Al Rowwad

SUD OUEST édition Rive Droite, le 1er juillet 2006

Les élus retirent leur soutien au Comité Action Palestine et le maire annule le spectacle de théâtre que devait présenter des jeunes palestiniens

Des Palestiniens indésirables

Dominique Andrieux

En préambule de la séance du conseil municipal (« Sud Ouest » d'hier), le maire Alain David a informé ses collègues qu'il conviendrait de « retirer » la délibération que les élus avaient voté à l'unanimité, début juin, à propos d'une convention entre la ville et l'association Comité Action Palestine. Il s'agissait d'un échange de bons procédés. Le théâtre Al-Rowwad et sa troupe de jeunes comédiens palestiniens joueraient gratuitement leur pièce « Nous sommes les enfants du Camp », les 5 et 6 juillet, à Cenon en échange de quoi la ville leur apportait une subvention de 1 000 euros

tandis que le centre social La Colline mobilisait les familles adhérentes pour héberger la délégation. Les élus cenonnais ont dénoncé à l'unanimité ces dispositions,lesquelles entraînent l'annulation pure et simple des représentations.

« Grosses protestations ». Alain David notait que l'objet culturel n'est pas en cause mais c'est le fait que « l'association Comité Action Palestine est liée au Hamas ». « Nous avons reçu un certain nombre de grosses protestations émanant d'associations diverses ». Parmi elles, notons celles du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) qui renvoyait à la lecture du site internet (www.comiteactionpalestine.org). Le CRIF affirme que « le Comité Action Palestine est une association ouvertement antirépublicaine et antisioniste », évoque « une soirée couscous antisioniste » qui se serait déroulée à Lormont, le 17 juin. A la lecture de la pièce, le même Conseil s'émeut d'« une vision très partielle et partiale de la réalité qui est présentée ». Intervention de Max Guichard, l'élu communiste, dans le cadre du conseil municipal : « J'ai interviewé Palestine 33, à Bordeaux, qui m'a indiqué que le Comité Action Palestine avait fait partie de leur association mais qu'elle en avait été exclue pour la raison fondamentale qu'elle est pour la disparition de l'Etat Israël ». Nuancée, Marie-Christine Boutheau (Verts) disait « s'inquiéter du caractère antisémite ou non de cette association ».

Intervention du préfet. En réalité, il semble bien que les élus cenonnais n'avaient pas d'autre alternative que de revenir sur leur décision comme le signifie clairement un passage de leur délibération : « Le préfet, dans le cadre d'un recours gracieux, a expressément demandé le retrait de la délibération » prise au début du mois. Avec ce retournement de situation, les élus cenonnais ont tenu à « préserver les valeurs de la République ». Une décision dans laquelle se retrouve Musiques de Nuit, l'association qui avait ménagé un petit espace dans le programme du Festival des Hauts-de-

Garonne qu'elle organise, afin de promouvoir la pièce de théâtre. « Nous ne pouvons qu'être choqués par des textes avec lesquels nous sommes en profond désaccord » souligne dans un communiqué Patrick Duval, le responsable, après avoir consulté les sites internet. « Nous nous désolidarisons totalement du discours et des pratiques du Comité d'Action Palestine qui ne saurait être présent sur une manifestation telle que le Festival des Hauts-de-Garonne ».

SUD OUEST, le 6 juillet 2006

La ville s'était désengagée mais le tribunal administratif ordonne au maire de Cenon d'accueillir un spectacle de théâtre joué par des enfants d'un camp de réfugiés palestiniens

Une pièce à rebondissements

Dominique Andrieux

Alain David, maire de Cenon, et ses collègues du Conseil municipal, étaient sans doute loin d'imaginer que leur décision prise à l'unanimité d'annuler une délibération qui prévoyait un partenariat entre la Ville et le Comité action Palestine (CAP) déclencherait un tollé et aboutirait devant le tribunal administratif.
Le CAP, association girondine fondée en mai 2004 par des personnes ayant démissionné de Palestine 33, autre organisation de soutien au peuple palestinien, endossait le rôle de relais pour obtenir des élus cenonnais qu'ils acceptent notamment de programmer dans une salle communale un spectacle de théâtre joué par la troupe d'al-Rowwad, laquelle a pour particularité d'être composée de jeunes comédiens vivant dans le camp d'Aïda. « Nous sommes les enfants du camp » était inscrit dans la programmation du Festival des Hauts de Garonne, organisé par Musiques de nuit.

L'argument politique. Les deux représentations, des mercredi 5 et jeudi 6 juillet, à Cenon, l'hébergement de la troupe dans les familles locales, les 1 000 euros de subvention, tout cela

tombait à l’eau au soir du 28 juin avec l’annulation de la délibération.
Soucieux de « défendre les valeurs de la République », le Conseil municipal dénonçait le partenariat en se fondant sur la position politique du CAP. « Le CAP est lié au Hamas », argumentait le maire Alain David ajoutant qu’à la suite de fortes protestations, « le préfet de la Gironde, dans le cadre d’un recours gracieux, a demandé le retrait de la délibération » officialisant le partenariat.
Retournement de situation hier après-midi après l’examen par le tribunal administratif du référé intenté par le CAP. Relevant « la violation de la liberté de réunion et d’expression », il ordonne au maire de Cenon de prendre toutes les dispositions pour assurer le bon déroulement des représentations des mercredi 5 et jeudi 6 juillet, « dans les conditions initialement prévues ».

« Victimes d’un lobbying ». « On a gagné, c’est une très bonne nouvelle », se réjouissait Tayeb el-Mastari, l’un des quatre coprésidents du CAP. Me Smaïl Kaci, avocat de l’association soulignait : « Ce qui est très important, c’est qu’il est mentionné qu’il n’est pas établi que le spectacle est de nature à perturber l’ordre public, que l’association requérante conduisait une action contraire aux lois et règlements. » Le tribunal administratif condamne en outre la Ville de Cenon à verser une indemnité de 1 000 euros au CAP.
L’argument développé en audience, hier matin, par Me Cyril Cazcarra, n’a pas tenu. Le défenseur de la ville de Cenon estimait que la requête n’avait plus lieu d’être dans la mesure où le CAP s’était vu proposer par le Théâtre en Miettes, implanté à Bègles, la possibilité de présenter la pièce aux mêmes jours et horaires prévus à Cenon (lire ci-contre).
La décision de justice a également réjoui les Amis d’al-Rowwad. Jean-Claude Ponsin, président de cette association, qui a fait le voyage de Paris pour soutenir le CAP et la troupe, persistait : « On ne se laissera pas faire. Une

première tournée européenne de la compagnie, en 2003, n’a connu aucun incident, pas plus que celle de 2005 aux USA. Ici, à Cenon, nous avons été victimes de mensonges et de calomnies, d’un lobbying pour empêcher que la pièce soit jouée. » « Un barrage à la communication, ajoute Tayeb el-Mastari. A la liberté de laisser les enfants mettre en scène leur vécu, dans le camp. »

La troupe d’al-Rowwad a pour particularité d’être composée de jeunes comédiens vivant dans le camp d’Aïda
<< Retour / Imprimer / Envoyer par mail / Haut de page
Réactions
« Nous respectons l’injonction ».
« Nous respectons l’injonction et mettons à disposition la salle Simone-Signoret ce soir ainsi que demain », indiquait-on au cabinet du maire de Cenon, hier, peu après la décision du tribunal administratif.
Sensible à l’offre du Théâtre en miettes d’accueillir la troupe théâtrale des enfants d’Al-Rowwad, le comité Action Palestine a programmé la première représentation de « Nous sommes les enfants du camp », à Bègles. En revanche, la seconde aura lieu à Cenon, ce jeudi, à 19 heures, salle Simone-Signoret. L’entrée est gratuite.

Messages de soutien : lettres adressées à la Mairie de Cenon, au Festival des Hauts

de Garonne, …

Publié: Sun, 16-Jul-2006
Vues: 4165 fois

Nous publions ici les réactions que vous avez envoyées aux responsables politiques, aux responsables du Festival et au journal Sud-Ouest, suite à la décision du conseil municipal de Cenon d'interdire les représentations d'Al Rowwad.

POUR EN SAVOIR PLUS VOIR LE DOSSIER AL ROWWAD

Monsieur le Maire de Cenon
Mesdames, messieurs du Conseil Municipal,
Mesdames, messieurs responsables du Festival des Hauts de Garonne
J'apprends à l'instant votre décision d'annuler la représentation théâtrale d'enfants palestiniens en tournée en France. Cette décision n'a qu'une seule signification : la collaboration avec les forces militaires israéliennes qui bombardent et assassinent le peuple palestinien.
Non seulement vous décidez d'apporter votre soutien à l'occupation d'un pays et à la destruction de son peuple, mais vous refusez que les enfants de ce peuple, qui vivent dans des conditions atroces dans des camps encerclés par l'armée de l'occupation, ne s'expriment pas dans votre commune.
Cette position de collaboration n'est pas à votre honneur, et le peuple palestinien saura en tenir compte lorsque le pays sera enfin libéré.
Au lieu de permettre aux habitants de votre commune et région de faire connaissance avec ces enfants, qui viennent raconter, par la danse et les chants, leur histoire, qui viennent montrer que l'enfance palestinienne est autrement que celle montrée par le mouvement sioniste et les services israéliens en France, vous contribuez à l'ignorance de vos électeurs et refusez de leur donner la possibilité de connaître

objectivement la situation.
Honte à la collaboration avec l'occupation !
Honte au muselage des enfants palestiniens !
Honte au maintien de l'ignorance dans un pays qui se veut éclairé !
R. O.

Monsieur le Maire de Cenon,
Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux de Cenon,
Mesdames et Messieurs les responsables du festival des Hauts de Garonne,
J'apprends à l'instant avec tristesse et indignation votre décision d'annuler la représentation théâtrale d'enfants palestiniens en tournée en France. Cette décision n'a qu'une seule signification: la collaboration avec les forces militaires israéliennes qui bombardent et assassinent le peuple palestinien, qui perpètrent chaque jour une politique de colonisation contraire aux résolutions du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Et aux Conventions de Genève.
Non seulement vous décidez d'apporter votre soutien à l'occupation d'un pays et à la destruction de son peuple, mais vous refusez que les enfants de ce peuple, qui vivent dans des conditions atroces dans des camps encerclés par l'armée de l'occupant israélien.
J'ai participé il y a deux ans à l'accueil des enfants de la troupe d'Al Rowwad à Douarnenez. J'ai été enrichi par leur présence, par leur humour et par leur joie de vivre, en même temps que par leur détermination pour faire connaître leur situation et celle de leur peuple. Lors de représentations de leur spectacle à Douarnenez et à Quimper, je les ai vus avec émotion décrire avec talent et sobriété par le jeu théâtral ce qui est leur vie quotidienne. A aucun moment je n'ai entendu de parole de haine contre l'occupant de leur terre. Par contre je suis révolté de vous voir céder si facilement aux forces de haine et de mépris envers les Palestiniens et à ceux qui, comme les forces israéliennes en ce moment dans la bande de Gaza, développent une stratégie de la tension permanente pour

justifier une politique raciste et colonialiste.
Au lieu de permettre aux habitants de votre commune et région de faire connaître avec ces enfants, qui viennent raconter, par la danse et les chants, leur histoire, qui viennent montrer que l'enfance palestinienne est autre que celle montrée par le mouvement sioniste et les services israéliens en France, vous refusez de donner à vos électeurs la possibilité de connaître objectivement la situation et d'en débattre démocratiquement.
Je n'exprimerai ni mon respect, ni ma considération à ceux qui soutiennent, au moins de fait, par leur décision une politique raciste et colonialiste.
Y. J.

Ã Monsieur le Maire de la ville de Cenon,
Ã Mesdames et Messieurs les dirigeants du festival des Hauts de Garonne.
Monsieur le Maire,
Alors que le monde entier devrait défiler dans les rues pour protester contre l' envahissement honteux et criminel de Gaza par l' armée israélienne. Alors que nos amis palestiniens de Gaza nous disent israélienne. Alors que les étudiants de Gaza continuent à aller en cours, courageusement à pied, puisque les moyens de transport sont bloqués, j'apprends que, sous la pression de gens aveuglés par leur attachement au gouvernement israélien, qui ne savent même plus ce que le mot « Humanité » signifie, vous venez d' annuler les deux représentations, des 5 et 6 Juillet, de la troupe des enfants du camp d' Al Rowwad.
D' une part, l' information concernant la situation des Palestiniens se trouve, une fois encore verrrouillée. D' autre part, comment peut-on s' opposer, Monsieur le Maire, à une action éducative qui va dans le sens de la Paix ? Ainsi, en empêchant ces enfants de s' exprimer au travers de la pièce et d'évacuer une partie des douleurs que leur cause l' occupation, ce sont les chances futures de vivre en Paix que l' on tue sciemment. C' est une lourde responsabilité que vous, et le festival des Hauts de Garonne, venez de prendre et

je vous prie instamment de revenir sur cette
décision.
M.M.

M. Le Maire,
C’est avec stupéfaction que j’apprends l’annulation de la pièce que devaient jouer ces enfants venus de Palestine, cette terre de souffrances.
Ceci dit, cette décision, dont on sait qu’elle a été prise sous la pression d’organisations communautaires, n’a rien de surprenant, dans la mesure où tout le monde se fiche du sort des palestiniens.
Tout du moins, tant qu’ils ne se font pas exploser dans un autobus, ou à une terrasse de café, car cette fois ci, l’indifférence se transforme en incompréhension et en haine.
Les victimes (les palestiniens) se retrouvent alors dans la peau du bourreau aux yeux des grandes puissances, et du coup peuvent être sujets aux pires exactions sans éveiller la moindre compassion de la part de la communauté internationale.
Alors quoi? Qu’attendons nous de ces palestiniens?
La réponse est à la fois simple et odieuse. En annulant ce spectacle vous empêchez ces enfants de s’exprimer, de nous raconter leurs souffrances. Vous leur faite, ainsi, savoir que vous souhaitez qu’ils meurent en silence, sans absolument aucune résistance. Qu’ils meurent tout simplement!!!
Au delà de la terrible décision que vous avez souhaité prendre, je tenais à vous rappeler le régime dans lequel nous vivons. Nous vivons en République, M. le Maire, et une République n’est composée que de citoyens, tous égaux devant les lois de la République.
Il est ainsi désolant de voir, de la part d’un élu, que vous accordiez un poids si important à une organisation communautaire et dont le leader en mai 2002, s’était réjouit du score de M. Le Pen au deuxième tour.
Alors Monsieur le Maire, nous n’oublierons ni cette annulation qui est une balafre faite à la Liberté d’Expression, ni le fait d’avoir cédé à une organisation communautaire.

Au fond, le communautarisme, comme disait l'autre, C'EST VOUS!!!!
Salutations citoyennes,
K.A.

Bonjour !
Je suis scandalisé par votre décision d'annuler la représentation de la troupe de théâtre Al-Rowwad. Ces enfants ne devraient pas être victimes d'ostracisme ici en France, alors qu'ils réussissent à sortir provisoirement de l'enfer qu'est devenu la Palestine .
Comment avez-vous pu céder au dénigrement de certains, et ajouter une telle gifle au sort terrible que doit subir la population là-bas ? N'êtes-vous pas au courant de leur situation terriblement injuste ?
La France se doit de les soutenir, et non de leur cracher ainsi au visage.
Si vous revenez sur votre décision, vous aurez fait preuve de sagesse, sinon de lâcheté et de mépris injustifié.
Bien à vous.
J-L. M.

Monsieur le Maire de Cenon,
Mesdames, Messieurs du conseil municipal de Cenon,
Mesdames, Messieurs les responsables du Festival des Hauts de Garonne,
J'apprends, à l'instant, l'annulation du spectacle qui devait être joué par les enfants des Camps de réfugiés, à l'heure même où d'aucun s'accorde à qualifier l'attitude des occupants qui agissent en Palestine, et ce avec la complicité de la plupart des dirigeants occidentaux, de « barbare » (Quotidien Le Temps, Genève, 03 juillet 2006).
Parce que vous n'avez pas de courage, et très peu de principes, vous n'hésitez pas à baisser casaque devant une horde de « sans visage » propre à faire et défaire les réputations, d'inspiration raciste et aux manières qui relèvent de l'extrême droite.

Parce que l’on a su convoquer l’histoire de vos grands-parents, celle de l’antisémitisme, vous avez fait peu de cas de celle de vos enfants, qui mérite tout autant d’être représentée et passer l’examen de nos consciences.
Parce que l’on vous « Devoir de mémoiredise »,vous vous mettez au garde à vous, et collaborez avec les chiens. .. mais vous ne manquerez pas une seule commémoration à la mémoire de Jean Moulin, cela va de soi : vous êtes des résistants de la jaquette et des petits fours.
Quand un jour, vos propres enfants, je l’espère et le souhaite, vous demanderont :
« Qu’as-tu fait à l’heure terrible de Jénine ? Où étiez-vous du Temps de Deir Yacin ? Et quand on a massacré sur les plages de Gaza, cher Papa, Chère Maman, ne me dites pas que vous chantiez l’air du Ah ça ira, ça ira, ça ira, les palestiniens on les pendra …? »
Ce qui rassure d’ordinaire l’esprit du « collaborateur » c’est qu’il n’est pas le seul à baisser sa culotte tout en faisant claquer ses bretelles.
Ce qui sera de nature à rassurer votre petit conseil, c’est qu’à Paris, ce 5 juillet, on inaugurera en catimini, la Place Théodore HERTZL, l’illustre inspirateur de cette tragédie.
Heureusement, La France n’est pas Cenon, quoique Cenon ressemble étrangement à Lisieux ces jours-ci… avec ses indésirables (il semblerait aussi que vous leur refusiez le séjour …? Avez-vous seulement prévenu Mr Arno KLARSFELD … il a fait sa « petite guerre d’Algérie » en Palestine dans les tireurs d’élite, offrez lui quelques guérites).
Heureusement d’autres villes accueilleront ces enfants, envisageront leur histoire et entendront leur légitime revendication, qui se borne à souhaiter vivre dans leur maison, sans la menace d’une quelconque soldatesque, hier anglaise et aujourd’hui sioniste.

Monsieur le Maire,
Mesdames, Messieurs du Conseil,
Mesdames et Messieurs les responsables du Festival des Hauts

de Garonne,
Vous savez à présent comment vous vous seriez comportés aux heures les plus sombres de notre Histoire, et cela seulement pour une petite pièce de théâtre… jouée par des enfants.
A.C. (Genève, le 03 Juillet 2006).
Lettre adressée à la MAISON D'IZIEU MEMORIAL DES ENFANTS JUIFS ASSASSINES 01300 IZIEU
LYON LE 4 JUILLET 2006
A Mme la directrice G.Erramuzpé,
Aux responsables pédagogique ,
Chers amis ,
C'est avec une extrême émotion que j'apprends que ce jour – 4 juillet – un groupe de jeunes lycéens israéliens d'un lycée de Rerovoth est reçu à Izieu.
J'ai – d'une part – en mémoire l'incroyable campagne menée par les institutions juives régionales ces dernières années après que le ministère des Affaires Etrangères ait fait part à la Direction de votre Maison d'un projet de visite de quelques Palestiniens (projet sans suite puisqu'ils n'ont pas reçu de visa pour venir en France),les conséquences de cette campagne éhontée sur l'avenir même des projets et du merveilleux travail que vous menez.
J'ai aussi sous les yeux (pièce jointe)l'information de la campagne menée dans certaines régions de France par ces mêmes institutions communautaristes pour que soient annulées les représentations de la troupe d'enfants palestiniens du théâtre d'AL ROWWAD de Bethléem ;
Enfin , alors que ces derniers jours l'armée israélienne mène à Gaza et dans les territoires occupés de Cisjordanie des opérations militaires d'une violence inouïe dont les enfants palestiniens sont les principales victimes ,
Cette visite – fusse –t-elle pédagogique , me paraît déplacée et inopportune.
Le fameux « plus jamais ça ! » n'aurait-il de sens que lorsqu'il s'agirait d'enfants juifs ?
Les enfants palestiniens seraient-ils placés hors du champs de notre compassion ?

Là est toute la problématique de cette politique de « deux poids , deux mesures « pratiquée par nos hommes politiques et nos édiles lorsqu'il s'agit de se déterminer dans cette tragédie en Palestine.
Notre Histoire ne peut et ne doit être prise en otage par ces gens .
Soyez assurés – chers amis – de mes sentiments les meilleurs .
G.G. Enfant caché, Partie Civile au procès de K.Barbie
Courriers adressés le 2 juillet 2006 à P. Duval : mdn@free.fr

Monsieur,
J'ai appris avec consternation l'annulation des deux soirées que devait donner la troupe de jeunes réfugiés palestiniens à Cenon.
Ce faisant, non seulement vous cédez aux pressions communautaristes du CRIF, qui loin de défendre les intérêts moraux de la communauté qu'il prétend représenter, se comporte en courroie de transmission d'Israël, mais de plus vous vous comportez en malotru (c'est un euphémisme). Je n'ose même pas évoquer l'honnêteté intellectuelle, chose qui ne semble partagée ni par vous, ni par la mairie de Cenon, ni par le « journal » Sud-Ouest.
Procéder par amalgame et mensonges, n'a jamais grandi un élu politique, un journaliste ou le responsable d'une structure comme la vôtre.
Autant on peut comprendre un débat politique et des divergences philosophiques, autant la manipulation et l'absence de valeurs élémentaires comme l'empathie envers des enfants réfugiés dont la vie est une enfer (sans doute y-a-t-il des raisons à cela, mais vous semblez refuser de les voir ?!) me semble abject.
Mais plus grave, dans cette affaire vous sanctionnez non pas d'éventuelles associations locales dont vous ne partageriez pas les points de vue (encore faut-il se donner les moyens de lire et d'un débat politique, ce qui demande évidemment un effort et peut-être un certain niveau), mais les principaux intéressés eux-mêmes :

cette troupe théâtrale de jeunes réfugiés de Bethléem. Ils venaient pour faire connaître leur art et à travers cela raconter leur vie et leurs souffrances quotidiennes.
Soit vous êtes naïf et manipulable et c’est préoccupant pour un responsable du Festival des Hauts de Garonne, soit vous êtes conscients des intérêts que vous défendez en prenant ce type de décision, et vous risquez d’avoir à en assumer les conséquences.
Si cela peut vous faire (encore ?) réfléchir, méditez ces deux remarques :
– le gouvernement israélien (complaisamment relayé) monopolise l’arène internationale pour 1 de ses soldats fait prisonnier dans une opération militaire, mais je n’ai jamais entendu aucun des relais, médias, gouvernements , élus et autres partis, faire quoi que ce soit ni s’offusquer pour les…….9000 prisonniers Palestiniens, quotidiennement humiliés, torturés, maltraités, dans les geôles israéliennes, au mépris de toutes les conventions internationales.
– aujourd’hui Israël sème la terreur, se permet d’enlever des représentants élus démocratiquement (imaginez un seul instant la même situation chez nous !), et continue à violer allègrement le droit international ; nos gouvernements, la grande majorité des élus et autres partis regardent faire et se font en outre complices directs de la plus grande crise humanitaire que les Palestiniens aient jamais subie.
En tout état de cause, croyez en ma détermination pour faire largement connaître ce que vous êtes capables de faire : En Palestine les israéliens colonisent, oppriment et massacrent, ici vous baillonnez leurs enfants réfugiés.
xxx

Mairie de Cenon : info@ville-cenon.fr
A l’attention du Maire et du conseil municipal de la ville de Cenon,
Vous avez cru bon d’annuler (qui plus est au dernier moment) les représentations de la troupe de jeunes réfugiés palestiniens Al-Rowwad.

A ce propos, je n’insisterai pas sur la malhonnêteté intellectuelle, les amalgames et mensonges qui truffent aussi bien l’article du « journal » Sud-Ouest que le communiqué de M. P. Duval.
On aurait pu s’attendre à moins grossier de la part d’élus ou de responsables dont le comportement fait plutôt penser aux procureurs des « procès de Moscou » qu’à celui d’un élu responsable doté – à défaut d’une éthique et d’une empathie personnelle – d’un minimum d’intelligence.
Prompt à dénoncer le »communautarisme » (c’est de bon ton…) vous avez foncé tête baissée dans le piège cousu de fil blanc du CRIF, organe qui sous couvert d’une revendication (sans doute respectable…et communautariste) de représentation des Juifs de France (ce qui est déjà une prétention abusive), n’est qu’une courroie de transmission de la propagande israélienne et des « valeurs » qui la sous-tendent.
Soit vous êtes naïfs et manipulables et c’est grave pour des représentants que nous avons élus, soit vous êtes conscients des intérêts que vous défendez en prenant ce type de décision, et vous aurez à en assumer logiquement les conséquences. Je passerai sur l’honnêteté intellectuelle qui ne semble pas vraiment caractériser la classe politique.
Vous sanctionnez non pas d’éventuelles associations locales dont vous ne partageriez pas les points de vue (encore faut-il se donner les moyens de lire et d’un débat politique, ce qui demande évidemment un effort et peut-être un certain niveau), mais les principaux intéressés eux-mêmes : cette troupe théâtrale de jeunes réfugiés de Bethléem.
Ils venaient pour faire connaître leur art et à travers cela raconter leur vie et leurs souffrances quotidiennes. Sans doute y-a-t-il des raisons à cela ?!
Mais qui êtes-vous donc pour vous permettre de les balayer d’un revers de main, et les jeter à la rue. Croyez-vous donc – surtout dans la situation actuelle, particulièrement malsaine d’ailleurs – qu’ils ont été autorisés à venir en France à l’insu des autorités, et qu’ils constitueraient je ne sais quelle menace à l’ordre public ?!

Vous rendez-vous bien compte du rôle écoeurant que vous jouez ?
Et si cela peut vous faire (encore ?) réfléchir, méditez ces deux remarques :
– le gouvernement israélien (complaisamment relayé) monopolise l'arène internationale pour 1 de ses soldats fait prisonnier dans une opération militaire, mais je n'ai jamais entendu aucun des relais, médias, gouvernements , élus et autres partis, faire quoi que ce soit ni s'offusquer pour les…….9000 prisonniers Palestiniens, quotidiennement humiliés, torturés, maltraités, dans les geôles israéliennes, au mépris de toutes les conventions internationales.
– aujourd'hui Israël sème la terreur, se permet d'enlever des représentants élus démocratiquement (imaginez un seul instant la même situation chez nous !), les gouvernements regardent faire et se font en outre complices directs de la plus grande crise humanitaire que les Palestiniens aient jamais subie. En Palestine on opprime, on massacre, ici vous baillonnez leurs enfants réfugiés.
En tout état de cause, croyez en ma détermination pour faire connaître ce que vous êtes capables de faire, notamment auprès de mes amis socialistes.
xxx

Au journal Sud-Ouest : contact@sudouest.com
A l'attention de M. D. Andrieux et Rédaction de Sud-Ouest
Bonjour,
Je suis profondément choqué de la décision d'annulation par la ville de Cenon et le Festival des Hauts de Garonne des deux représentations que devait donner la troupe théâtrale Al-Rowwad de jeunes réfugiés palestiniens de Bethléem.
Mais je suis au moins aussi scandalisé par votre article du 29 juin : « Palestiniens indésirables ».
Non seulement le titre n'a pas grand chose à voir avec son contenu – mais sans doute est-ce là une facilité journalistique – non seulement il est truffé d'amalgames, d'erreurs, et d'insinuations, mais surtout les principaux

intéressés, les Palestiniens sont purement et simplement évacués !
Les procédés sont grossiers et la déontologie la plus élémentaire (vérification des sources et réponse des personnes ou associations concernées) est absente.
La tonalité ne laisse aucun doute sur son objectif : en aidant le CRIF à dénigrer et diffamer le mouvement de soutien aux Palestiniens, servir de relai en France à Israël pour annihiler toute tentative des Palestiniens de faire entendre leur voix et leur droit.
Accessoirement, c’est faire peu de cas du citoyen, sinon du lecteur, qui aurait pu en se rendant à ces représentations se rendre compte par lui-même directement auprès des vrais intéressés, les enfants réfugiés de Bethléem, de la vie qu’ils mènent depuis l’expulsion de leurs grands-parents en 1948.
Autant vous auriez publié un communiqué du CRIF (avec droit de réponse bien sûr aux associations concernées) j’aurais compris, autant là c’est directement prendre parti pour le lobby sioniste.
Aujourd’hui où la situation en Palestine est plus dramatique que jamais, Israël bombarde, envahit, massacre, enlève des représentants élus démocratiquement, opère un blocus, avec la complicité des USA, de l’Union européenne et en particulier de la France.
Là-bas Israël opprime et tue les Palestiniens, ici vous baillonnez leurs enfants réfugiés.
Honte sur vous,
Salutations,
xxx